

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Le dixième Anniversaire de la Guerre mondiale :  
Ce que nul ne doit oublier. — Les bases du Léninisme : la Question nationale (*Suite*) (*Staline*).  
— Les débats du XIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.R. (*Suite et fin*). — La concentration dans l'industrie mé-

tallurgique française (*Dupleix*). L'évolution du fascisme en Italie (*Ferrucio*). — Pourquoi le capitalisme allemand accepte-t-il le rapport des Experts (*H. Louzon*). — La Russie des Soviets : La vie sociale de l'U. R. S. S.

# Le Dixième Anniversaire de la Guerre Mondiale

## Ce que nul ne doit oublier

A l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la guerre 1914-1918 toutes les sections nationales de l'Internationale Communiste — et en particulier notre Parti français — préparent pour la semaine du 27 juillet au 3 août, une vaste campagne contre la guerre et contre les social-traitres complices des fauteurs de guerre.

Nos camarades trouveront dans l'appel de l'Internationale Communiste, que nous reproduisons ci-dessous, un résumé succinct des points qu'ils auront à développer au cours de cette importante campagne.

LA REDACTION.

### Le bilan de la guerre; perspectives de guerres nouvelles

Dix ans se sont passés depuis le jour où le capitalisme a lancé les peuples dans la boucherie. Les coteries impérialistes qui rivalisaient entre elles pour les colonies, pour les marchés, pour les matières premières, pour les sphères d'influence, ont perpétré un crime qui avait été prévu et prédit par les théoriciens du socialisme et qui était attendu avec terreur par le prolétariat.

Les années d'épreuves de la guerre, les déceptions d'après-guerre ont réduit à néant l'éclat factice de la gloire. Les masses populaires ont vu ce que c'était que la « dernière guerre », la « lutte pour la civilisation », la « défense des droits sacrés des peuples », la démocratie et l'affranchissement des peuples opprimés.

Le fracas des canons, la lueur des incendies, la fumée des gaz asphyxiants, la misère des milliers de réfugiés, les monceaux de cadavres, les épidémies de la période de guerre et d'après-guerre, voilà le visage du capitalisme, tel que les

masses populaires le virent. Le capital se dressa devant l'humanité martyre dans toute sa repoussante nudité. Au lieu des châteaux en Espagne promis par les capitalistes aux ouvriers après la guerre victorieuse qu'ils appelaient la dernière guerre, la guerre du droit, les capitalistes ont passé à une offensive résolue contre la classe ouvrière. Dans un grand nombre de pays, la journée de huit heures est supprimée. Le fascisme a anéanti les organisations ouvrières, les impôts d'après-guerre, les contributions et les réparations pèsent de tout leur poids sur les épaules des masses ouvrières. La classe travailleuse, après avoir laissé sur les champs de bataille des millions de cadavres, se demande avec horreur quand les capitalistes auront la fantaisie de déchaîner une nouvelle conflagration mondiale. Le mensonge monstrueux de la bourgeoisie, quand elle parlait de la « dernière guerre », des principes de l'équité et de l'humanité qui triomphèrent après la guerre, se dissipe dans les consciences même les plus arriérées. Le capitalisme se hâte de prouver par la pratique le bien-fondé des mots d'ordres des chefs révolutionnaires au prolétariat : le massacre initié en 1914 n'a été que le chaînon initial de toute une longue série de guerres impérialistes dont la fin ne sera marquée que par le prolétariat mondial, lorsque celui-ci supprimera la cause même des guerres impérialistes, c'est-à-dire la domination de classe du capital.

Six ans se sont passés depuis que les vainqueurs ont triomphé sur un monceau d'ossements, annonçant la paix. Paix définitive et le développement des accords internationaux sous l'égide de la Société des Nations. Le plus aveugle se rend compte aujourd'hui que si le capitalisme n'a

pas donné la paix au monde, c'est qu'il ne le pourra jamais.

Les blessures de la guerre saignent encore. Les millions de combattants, les invalides, les mutilés, n'ont pas oublié le cauchemar ; et le capital prépare déjà de nouvelles tueries, poursuivant même des guerres partielles et des expéditions militaires. Depuis la conclusion de la paix de Versailles, les canons n'ont pas cessé de tonner, les expéditions coloniales enseignent aux indigènes le goût de l'indépendance. Une partie considérable de l'Europe Centrale n'est ni plus ni moins qu'un camp retranché ; aux troupes belges, françaises et anglaises se mêlent des troupes de couleur. La misère des masses populaires, la désorganisation des rapports économiques, que les efforts des rebouteux du capitalisme ne réussissent pas à enrayer, la débauche du caporalisme, l'ulcère du fascisme militant, les appétits déchaînés des petites et grandes puissances capitalistes dirigées en sous-main par les requins de la finance, les comités de l'industrie lourde, les banques et les bourses, l'agiotage effréné des armements accompagné d'hypocrites homélies sur le désarmement, la recherche de nouveaux moyens de destruction, voilà ce qu'a donné le capitalisme d'après la guerre, qu'un des valets du capital, un des organisateurs de la tuerie, M. Millerand, a appelé « la plus glorieuse des guerres ».

L'occupation de la Ruhr les nouveaux conflits inévitables qu'aucune combinaison parlementaire ou extra-parlementaire des partis bourgeois, ni de leurs mercenaires socialistes ne pourra, ne saura, ni ne voudra prévenir, ruinent définitivement les derniers espoirs de reconstitution de l'organisme économique du monde.

Deux grandes puissances de l'Entente, « unies dans la lutte pour la grande cause commune du salut de la civilisation contre le militarisme prussien », la France et la Grande-Bretagne, sont prêtes à se prendre à la gorge.

L'antagonisme de leurs intérêts s'accroît de jour en jour et se manifeste partout, en Europe Centrale, en Asie Mineure, dans les Balkans, en Afrique septentrionale, en Asie Orientale. La Grande-Bretagne suit avec une extrême inquiétude les progrès militaires de la France (aviation, notamment), ainsi que ses accords militaires. Une concurrence ouverte a lieu pour les constructions militaires, navales et aériennes. De même, des éléments de conflits impérialiste ne cessent de s'accuser entre l'Amérique et le Japon.

Des milliers d'inventeurs travaillent à la confection de moyens diaboliques de destruction. C'est, entre les gouvernements, une sinistre surenchère. Un ministre anglais a dit à la Chambre des Communes qu'il faut « créer une flotte aérienne pour défendre la patrie, une flotte telle qu'elle puisse parer l'attaque de la puissance possédant la plus forte flotte aérienne et que sa proximité rend dangereuse ».

En 1914, à la veille de la conflagration mondiale, il y avait sous les armes, dans tous les pays du monde, sept millions d'hommes ; en 1921, après le traité de Versailles et le désarmement des pays vaincus, les effectifs de toutes les armées sur le pied de paix atteignaient 11 millions, c'est-à-dire près du double. Les Etats-Unis dépensaient pour leurs armées, en 1914, 49 millions de livres sterling, et en 1920, 501 millions. Les dépenses militaires de l'Angleterre ont plus que triplé entre 1914 et 1920. La France entretient une armée dont les effectifs dépassent ceux de l'armée allemande d'avant-guerre, bien que la population française soit inférieure d'un tiers à la po-

pulation allemande. En Pologne, où l'armée est entretenue avec l'argent français, il y a un soldat sur cent habitants. C'est une proportion que n'avait pas atteinte même la Prusse militariste, contre laquelle l'Entente a fait naître, de 1914 à 1918, la dernière guerre, « la guerre du droit ».

Mais encore plus que les effectifs des armées, la puissance des moyens de destruction ne cesse de s'accroître.

Les préparatifs en vue d'une nouvelle guerre continueront, quel que soit le groupe bourgeois qui se trouve à la tête du gouvernement, ou quel que soit le voile sous lequel les gouvernements « ouvriers » dissimulent les ressorts véritables de l'Etat bourgeois. Le gouvernement Mac Donald construit autant de cuirassés et d'avions que les gouvernements Curzon, Baldwin, Lloyd George. Le gouvernement du Bloc des Gauches vaut à cet égard celui du Bloc National de Millerand-Poincaré : comme eux, il sacrifiera au Dieu de la guerre impérialiste.

Les fables pacifistes, qui représentent comme possibles le désarmement, la réduction des armements, la création d'un tribunal d'arbitrage international pour aplanir les conflits ne font que masquer les préparatifs de guerre. Les puissances pourvues de fortes flottes sont disposées à intercéder en faveur de la réduction des forces navales ; les puissances qui ont des réserves d'obus pour cinq ans de guerre intercèdent pour la réduction de la fabrication des gaz asphyxiants, dans le but évident de n'être pas rattrapés dans ce domaine.

La Société des Nations, dont la fondation devait inaugurer une ère nouvelle de paix, s'est révélée un jouet entre les mains des puissances impérialistes ou le théâtre de leurs rivalités occultes. L'Internationale Communiste n'a pas cessé de démasquer l'essence véritable de la Société des Nations. Elle a mis à nu le mensonge de la bourgeoisie et des social-patriotes.

L'illustration la plus nette, preuve parfaite du mensonge et de la faillite des pacifistes bourgeois, nous est fournie par l'épopée de la Ruhr.

La logique des événements oriente une fois de plus la politique des réparations vers un conflit impérialiste. Inévitablement s'accroissent les contradictions d'intérêts, s'accroissent les forces centrifuges du capitalisme mondial (Amérique, Japon ; Angleterre et colonies avec leur jeune capitalisme, Angleterre et capitalisme américain, etc.).

Des dizaines de millions d'hommes sont morts ou mutilés ; des richesses économiques énormes ont été détruites ; la dégénérescence et la misère règnent partout. Tout cela pour que de nouveau l'humanité se voie au seuil de guerres, sans cesse renouvelées, de plus en plus effroyables, atroces et destructrices. Telle est la logique de l'impérialisme.

### Les responsables de la guerre. — La 2<sup>me</sup> Internationale, complice de la guerre impérialiste

Après la fin de la guerre, lorsque fut conclue la paix de brigandage de Versailles, la bourgeoisie, pour parer la colère et l'indignation des masses populaires, feignit de rechercher les responsables de la guerre, afin de les accabler. Guillaume II fut déclaré coupable de la guerre, mais les éléments ouvriers et paysans avancés savent que toutes les coteries capitalistes, que les requins financiers de toutes les nations, que les banquiers de toute religion, que les chefs du ca-

pital et de l'industrie lourde, aussi bien allemands que français, sont également coupables de la guerre. Le capitalisme universel, l'impérialisme collaborant avec l'Eglise et les derniers vestiges de l'aristocratie et des dynasties, est le fauteur véritable du carnage. Mais les masses ouvrières et les historiens n'oublieront jamais qu'à l'heure décisive, comme au cours de toute la période de guerre et d'après-guerre, le capital a des aides et des complices volontaires, pour le forfait mondial, en la personne des militants et des chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale, traîtres à la classe ouvrière et à l'humanité.

Bien avant le commencement de la guerre mondiale, le socialisme international avait prévu la conflagration, indiqué ses causes, ses facteurs et les moyens de la combattre.

Des guerres partielles, telles que la guerre russo-japonaise, la guerre balkanique, la guerre italo-turque, confirmaient d'année en année les appréhensions du socialisme international.

Bien avant la guerre impérialiste de 1914, le socialisme avait arrêté les principes fondamentaux de l'attitude des partis socialistes en présence des préparatifs de guerre des impérialistes, comme en cas de guerre : qu'on se rappelle les Congrès internationaux, surtout ceux de Stuttgart en 1907 et de Bâle en 1912, ainsi que les Congrès nationaux de Chemnitz, par exemple...

La 2<sup>e</sup> Internationale, lorsqu'elle adopta ses résolutions concernant la guerre, assumait des obligations très nettes.

Dans la résolution du Congrès de Stuttgart, il est dit :

*« ...Tous les ouvriers et leurs représentants au Parlement ont le devoir de combattre par tous les moyens les armements sur terre et sur mer, de démasquer le caractère de classe de la société bourgeoise et les motifs qui l'inspirent quand elle encourage les antagonismes nationaux ; d'autre part, ils ont le devoir de refuser toute aide matérielle à une politique de cette sorte et d'inculquer à la jeunesse prolétarienne les idées socialistes de la fraternité des peuples, afin d'affermir sa conscience de classe. »*

La résolution du Congrès de Stuttgart approuve l'activité des ouvriers et des paysans russes et polonais dont l'action révolutionnaire de masses tendait à empêcher le tsarisme d'entrer en guerre, puis à appeler le peuple et le prolétariat à la guerre civile pendant les hostilités.

*« La guerre déclenchée, est-il dit à la fin de la résolution de Stuttgart, en dépit de tous les efforts faits pour la prévenir, les socialistes sont tenus d'essayer toutes les initiatives pour la faire cesser au plus vite et, en outre, d'utiliser la crise économique et politique causée par la guerre, afin de soulever les masses profondes du prolétariat et de hâter la chute de la domination capitaliste. »*

Le 29 octobre 1912, le Bureau Socialiste International adoptait, à l'occasion de la guerre balkanique, une résolution à la fin de laquelle il était dit :

*« Le Parti socialiste et le prolétariat auront sans doute prochainement de grandes épreuves à traverser et des actions décisives à entreprendre. Le prolétariat sera à la hauteur de ses tâches et montrera son courage. Que les gouvernants se disent bien que jouer avec le feu n'est pas sans danger pour eux-mêmes. S'ils transforment toute l'Europe en un monstrueux brasier, leur crime ne restera pas impuni. »*

Au mois de novembre de la même année, un Congrès international extraordinaire réuni à Bâle

adoptait un manifeste contre la guerre impérialiste imminente, flétrissant toute aide apportée aux gouvernements et aux Parlements en vue de mener la guerre.

*« L'Internationale veut que les ouvriers de tous les pays opposent à l'impérialisme capitaliste la puissance de la solidarité internationale du prolétariat. »*

*« Le Congrès indique nettement la voie que devront suivre les ouvriers si le crime est accompli, si la guerre est commencée : c'est la voie de la guerre civile. On se rappelle la guerre franco-allemande, la guerre russo-japonaise : chaque fois le prolétariat s'est soulevé. Cet exemple de guerres civiles protestant contre les guerres impérialistes est un appel direct adressé aux partis socialistes et aux organisations ouvrières pour qu'en cas de guerre ils répondent également à celle-ci par la guerre civile. Bien fous ceux qui ne comprennent pas que la seule pensée de la guerre inspire au prolétariat de tous les pays un sentiment de colère et d'indignation. Les ouvriers estiment que c'est un crime de se tirer les uns sur les autres dans l'intérêt des capitalistes. »*

Telles étaient les promesses de la 2<sup>e</sup> Internationale. Telles étaient les obligations qu'elle assumait.

Comment les a-t-elles tenues ?

Dès la veille de la guerre, lorsque le prolétariat inquiet manifestait contre la guerre dans les rues de Berlin, de Paris, de Saint-Petersbourg, les chefs de la 2<sup>e</sup> Internationale, prêts à trahir la classe ouvrière, négociaient déjà dans le secret avec la bourgeoisie.

Le 30 juillet, la social-démocratie allemande fondait tous ses espoirs, quant à la conservation de la paix, sur Guillaume II. Les ignobles traîtres au socialisme cherchaient des sentiers susceptibles de les conduire au pied du trône, aux portefeuilles ministériels.

*« Ennemis déclarés, en principe, de la monarchie, demeurant ses adversaires acharnés, écrivaient-ils, nous reconnaissons franchement, et ce n'est pas pour la première fois, que Guillaume II, par toute son attitude au cours des dernières années, s'est montré l'ami sincère de la paix. »*

Les socialistes impériaux, les socialistes de Guillaume II, préparaient ainsi les masses à la version mensongère de la bourgeoisie « obligée d'accepter la guerre pour défendre le pays ».

La conduite des opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale en France et dans les autres pays a été identique à celle des leaders de la social-démocratie allemande. Ils se sont préoccupés bien moins de démasquer leurs gouvernements que de les présenter sous un aspect inoffensif et pacifique.

La déclaration du groupe socialiste au Parlement français (le 27 mars 1914) soutient la thèse mensongère du pacifisme de la politique française et de l'influence pacifique du gouvernement français en Europe.

Mais à cette date ces voix disparaissaient encore dans le chœur des protestations et des déclarations contre la guerre. Le début des hostilités changea tout, comme par l'enchantement. Les idées opportunistes qui s'étaient élaborées et avaient mûri dans les milieux dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale avec la connivence des leaders du centre (Kautsky, etc.), s'affirmèrent tout à coup, devinrent le drapeau et le programme militaire de l'ensemble de la II<sup>e</sup> Internationale, supplantèrent les décisions oubliées et profanées de Stuttgart, de Bruxelles, de Chemnitz, de Paris, etc.

Le 4 août 1914 reste une date essentielle dans l'histoire du socialisme. Ce jour-là, la fraction so-

cial-démocrate du Reichstag allemand, appliquant une décision prise la veille par une majorité de 70 voix contre 14, vota les crédits de guerre. La déclaration de la fraction social-démocrate du Reichstag que les plats valets socialistes de la bourgeoisie allemande étaient allés faire approuver au préalable, chez le chancelier de l'Empire contenait les formules suivantes : « *Nous n'avons pas en ce moment à voter la guerre ou à ne pas la voter, mais à accorder ou à refuser les sommes indispensables à la défense du pays.* » Pour justifier leur trahison les social-démocrates allemands évoquaient le spectre du « danger russe ».

« *Il faut à tout prix assurer contre ce danger la culture et l'indépendance de notre patrie. Nous faisons donc le geste conforme à toutes nos déclarations. Nous ne pouvons laisser la patrie sans défense à l'heure du danger. Nous savons que nous agissons solidairement avec l'Internationale qui a toujours reconnu à chaque peuple le droit de déterminer ses propres destinées nationales et de se défendre ; c'est aussi en pleine solidarité avec l'Internationale que nous nous élevons contre toute guerre de conquête.* »

Ses obligations oubliées, ses promesses solennelles foulées aux pieds, la social-démocratie alla se mettre à la disposition de la bourgeoisie allemande et de Guillaume II, prendre officiellement position pour la défense nationale, livrer la puissante organisation du parti social-démocrate, sa presse, ses cadres syndicaux, à la camarilla militaire.

Dès les premières journées de la guerre, le drapeau rouge, souillé et remisé, les traites du socialisme allaient consommer toutes les infamies. L'*Arbeiter Zeitung*, organe des social-démocrates autrichiens, écrit le 5 août 1914 :

« *Nous n'oublierons jamais cette journée du 4 août... Le spectacle qu'offrait le Reichstag allemand, représentant la nation entière, restera gravée dans la mémoire du peuple allemand... L'historien verra dans la journée du 4 août la plus éclatante affirmation de la force et de la fierté de l'esprit allemand...* »

Oui, jamais le prolétariat n'oubliera ce jour.

A l'occasion du dixième anniversaire de ce jour le prolétariat, manifestant, clamant sa haine aux coupables de la guerre, n'oubliera pas non plus leurs complices social-démocrates. Puisqu'ils ont lié leur destin à celui de la bourgeoisie qu'ils partagent avec elle le mépris et la haine de la classe ouvrière !

Les socialistes français déclaraient qu'ils estimaient de leur devoir de défendre l'indépendance et l'intégrité de l'Europe républicaine assoiffée de paix.

Le Conseil Général du parti ouvrier belge déclarait :

« *La démocratie socialiste n'assume en aucune façon la responsabilité de cette effusion de sang. Elle ne s'arrêtera devant rien pour enrayer la démente des armements, pour prévenir la catastrophe qui menace d'emporter toute la population de l'Europe.* » — « *Mais le mal est déjà fait et la fatalité veut qu'il ne nous reste plus qu'une seule préoccupation, qu'une seule pensée : faire l'impossible pour arrêter la marche en avant de l'envahisseur. Nous le ferons avec d'autant plus d'ardeur qu'en défendant contre les barbares militaristes la neutralité et l'existence même de notre pays nous sauons que nous servons les intérêts de la démocratie et l'affranchissement politique de l'Europe.* »

Le Parti Socialiste Britannique disait dans son manifeste :

« *La grande guerre qui nous menaçait vient d'éclater. L'agression de l'Autriche contre la Serbie a entraîné dans la lutte la triple alliance et la triple entente. Notre patrie a été jetée dans le conflit par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Belgique, déclaration motivée par le refus de ce petit Etat de violer sa neutralité.* »

La majorité des leaders des partis socialistes des autres pays, à de rares exceptions trahirent de même avec plus ou moins de cynisme passant sans transition au point de vue de leurs bourgeoisies ou inclinant vers elles.

Ces renégats transformèrent les formidables syndicats allemands en des centres de mobilisation et de recrutement du gouvernement allemand.

Le renégat du syndicalisme français, Jouhaux, un des chefs actuels de l'Internationale d'Amsterdam, contracta un engagement volontaire dans l'armée pour défendre sa bourgeoisie nationale !

Les partis social-traitres déléguèrent des membres dans les gouvernements bourgeois (Jules Guesde, Sembat, Thomas, Henderson, Vandervelde). Ils couvrirent du nom de la II<sup>e</sup> Internationale le crime de la bourgeoisie, partageant sa responsabilité devant les peuples. Les théoriciens de la II<sup>e</sup> Internationale Kaustky, Victor Adler — et bien d'autres — prirent sur eux la triste besogne de camoufler la trahison des social-patriotes. Les social-patriotes conséquents soutenaient la guerre ; ceux du centre comme, à titre d'exemple, les indépendants allemands en se bornant à des protestations verbales, ne firent qu'entraver l'action révolutionnaire.

On ne peut se figurer faillite plus honteuse, ni plus complète.

Les coupables de la guerre, impérialistes et complices social-démocrates, ont dit au début de la guerre ne faire autre chose que défendre leur patrie. L'histoire a jeté bas leurs masques. L'impérialisme allemand s'est montré tel qu'il est lors de la paix de Brest-Litovsk et lors des atrocités de Finlande et d'Ukraine. L'impérialisme de l'Entente a montré par la paix de Versailles et le traité de Sèvres de quoi il est capable. La II<sup>e</sup> Internationale n'a pas cessé, pendant ces événements, de suivre pas à pas l'impérialisme ; elle s'est elle-même clouée au pilori en combattant la révolution russe, en assassinant les ouvriers allemands et français, en perpétrant des tueries coloniales. Le sang de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg, de milliers de prolétaires allemands et de milliers de soldats tombés dans la guerre impérialiste retombe sur elle !

Le prolétariat et les masses laborieuses n'oublieront jamais que l'impudent traité de Versailles a été ratifié par la II<sup>e</sup> Internationale. Parmi les signatures figurant au bas de ce traité on voit en effet celle d'un ministre royal, qui fait l'orgueil de l'Internationale jaune, M. Vandervelde.

La II<sup>e</sup> Internationale, représentée en l'occurrence par Macdonald, suivant une politique bourgeoise, conforme aux intérêts de l'aristocratie et du capital industriel et financier s'est démasquée devant les masses laborieuses des Indes et des colonies asservies.

La II<sup>e</sup> Internationale s'est vouée à l'opprobre en collaborant avec les bourreaux de la classe ouvrière, fascistes d'Allemagne, de Bulgarie, de Hongrie, d'Italie et de divers autres pays. C'est seulement avec l'aide de la social-démocratie qu'en automne 1923 le pouvoir bourgeois a pu se maintenir en Allemagne, au moment de la montée d'une haute vague révolutionnaire et de la profonde désorganisation des forces bourgeoises. Grâce à

l'appui persévérant de la social-démocratie, la république bourgeoise d'Allemagne acquiert tous les traits distinctifs d'une dictature militaire monarchique.

Aussi toutes les déclarations de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam sur la grève générale en cas de guerre nouvelle, ne peuvent-elles être considérées autrement que comme de scandaleuses duperies. Après l'expérience de la guerre mondiale de 1914-1918, après la collaboration ultérieure des gens de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam avec les forces les plus odieuses de la réaction capitaliste, on ne peut douter que toutes les promesses de grève générale en cas de guerre ne se réduisent qu'à un vaste chantage politique. La II<sup>e</sup> Internationale si même elle le voulait ne pourrait pas tenir ces promesses. Dès le premier jour de la future guerre, la social-démocratie internationale se remettra au service de la bourgeoisie des pays belligérants, conviant les travailleurs, des deux côtés du front, à défendre leurs patries bourgeoises.

Vaincre la II<sup>e</sup> Internationale, triompher de l'opportunisme au sein de la classe ouvrière, voilà les conditions essentielles d'une action efficace contre la guerre.

Le pouvoir passe actuellement dans les pays de l'Entente (Angleterre, France), aux éléments de gauche de la bourgeoisie qui font bloc avec la II<sup>e</sup> Internationale. Nous assistons à une recrudescence de l'agitation pacifiste et à une tentative d'arriver, par des compromis, à normaliser les rapports entre pays vainqueurs et pays vaincus (projet de la commission des experts). Cette tentative appuyée par les partis social-démocrates et par l'Internationale d'Amsterdam entraîne les conséquences les plus graves pour la classe ouvrière allemande aux dépens de laquelle sa bourgeoisie nationale espère payer la note de l'Entente. Mais la classe ouvrière allemande n'est pas plus disposée, malgré la social-démocratie, à se laisser asservir, que la bourgeoisie allemande en proie à la

fièvre nationaliste, ne l'est à céder de bon gré ses positions.

Le bien-être relatif des pays de l'Entente ne peut être maintenu qu'au prix de la ruine définitive de l'Allemagne. L'essai d'atténuer les antagonismes impérialistes et d'écarter le danger de guerre en appliquant le projet de la Commission des Experts ne produira que de nouvelles illusions trompeuses. La guerre qui vient ne peut être prévenue par une alliance de la bourgeoisie avec la social-démocratie ; elle ne peut l'être que par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière dirigée par l'Internationale Communiste. La guerre qui vient ne peut pas être prévenue par la dictature capitaliste appuyée du mensonge des social-patriotes ; mais elle peut l'être par le renversement du capitalisme et la dictature du prolétariat.

Ce sont les renseignements du dixième anniversaire de la guerre mondiale. Ils invitent les travailleurs de tous les pays à mobiliser toutes leurs forces contre le capitalisme et les social-traitres, leurs complices.

La guerre mondiale qui se prépare au grand jour dans tous les pays impérialistes avec le concours direct des socialistes traitres au socialisme ne peut être évitée que par le triomphe de la révolution prolétarienne, en Europe d'abord, dans le monde entier ensuite. Si cette guerre éclate, elle ne pourra être combattue efficacement que par les méthodes révolutionnaires. Les ouvriers et les paysans de l'Union Soviétique dirigés par le Parti communiste russe, ont su, avec Lénine, trouver l'issue révolutionnaire de la guerre impérialiste, dans la guerre civile dont la fondation du premier Etat prolétarien a été le fruit. Au dixième anniversaire de la déclaration de la guerre, les Partis communistes sont appelés à mobiliser toutes les forces révolutionnaires pour la lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour le pouvoir des soviets dans le monde entier, seul pouvoir capable d'éviter à l'humanité les horreurs d'une nouvelle guerre. Que les travailleurs du monde soient prêts à combattre contre la guerre par les méthodes révolutionnaires !

## LES BASES DU LENINISME

(Suite)

### La Question Nationale

#### Position de la question

Au cours des vingt dernières années, la question nationale a subi une série de modifications extrêmement importantes. Actuellement, par son ampleur comme par son caractère interne, elle diffère profondément de ce qu'elle était sous la II<sup>e</sup> Internationale.

Elle était alors limitée presque exclusivement à la question de l'oppression des nationalités « cultivées ». Irlandais, Hongrois, Polonais, Finlandais, Serbes : tels étaient les principaux peuples plus ou moins asservis dont le sort intéressait la II<sup>e</sup> Internationale. Quant aux centaines de millions d'Asiatiques et d'Africains, écrasés sous le joug le plus brutal, presque personne ne s'en souciait. Il semblait impossible de mettre sur le même plan

les blancs et les noirs, les « civilisés » et les « sauvages ». L'action de la II<sup>e</sup> Internationale en faveur des colonies se bornait à de rares et vagues résolutions où la question de l'émancipation des colonies était soigneusement évitée.

Cet opportunisme dans la question nationale a vécu. Le léninisme l'a dévoilé ; il a détruit la barrière entre blancs et noirs, européens et exotiques, assimilé les esclaves « civilisés » aux esclaves « non civilisés » de l'impérialisme et relié ainsi la question nationale à la question coloniale. Par là même, la question nationale est devenue une question internationale : celle de la libération des peuples opprimés des colonies et des pays asservis par l'impérialisme.

Jadis, le droit des nations à disposer d'elles-

mêmes était fréquemment réduit au droit à l'autonomie. Certains leaders de la II<sup>e</sup> Internationale allaient même jusqu'à le transformer en droit à l'autonomie culturelle ; autrement dit, ils accordaient aux nations opprimées le droit d'avoir leurs institutions culturelles, mais leur refusaient celui de se libérer du joug politique de la nation dominante. Par suite, le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes risquait de servir à justifier les annexions. Cette confusion est maintenant dissipée. Le léninisme a élargi la conception du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il a reconnu aux colonies et aux pays assujettis le droit de se séparer complètement de l'Etat auquel ils sont rattachés, de se constituer en Etats indépendants. Par là même a été écartée la possibilité de justifier les annexions. Et ainsi, le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui, durant la guerre impérialiste, a été aux mains des social-patriotes un instrument de duperie des masses, sert maintenant à dévoiler les tendances impérialistes et les manœuvres chauvines, et représente un instrument d'éducation politique des masses dans l'esprit de l'internationalisme.

Auparavant, la question des nations opprimées était ordinairement considérée comme une question juridique. Proclamation solennelle de l'égalité des citoyens d'un même pays, déclarations innombrables sur l'égalité des nations ; voilà ce à quoi s'amusaient les partis de la II<sup>e</sup> Internationale voilant soigneusement le fait que sous l'impérialisme, qui permet à quelques peuples de vivre de l'exploitation des autres, « l'égalité des nations » n'est qu'une fiction. Le léninisme a démasqué l'hypocrisie de ce point de vue juridique dans la question nationale. Il a montré que, sans un appui direct des partis prolétariens à la lutte des peuples opprimés, les déclarations pompeuses sur l'égalité des nations n'étaient que des phrases mensongères. Ainsi, la question des nations opprimées est devenue la question du soutien constant des peuples opprimés dans leur lutte contre l'impérialisme pour leur indépendance nationale.

Pour le réformisme, la question nationale était une question indépendante, sans rapport avec la question de la domination du capital, du renversement de l'impérialisme, de la révolution prolétarienne. On admettait tacitement que la victoire du prolétariat en Europe est possible sans une alliance directe avec le mouvement de libération nationale des colonies, que la solution de la question coloniale peut être trouvée en dehors de la révolution prolétarienne, en dehors de la lutte contre l'impérialisme. Ce point de vue antirévolutionnaire est maintenant démasqué. Le léninisme a prouvé et la guerre impérialiste et la révolution en Russie ont confirmé que la question nationale ne peut être résolue que sur le terrain de la révolution prolétarienne, que la victoire de la révolution en Occident exige l'alliance du prolétariat européen avec le mouvement des colonies et des pays assujettis contre l'impérialisme. La question nationale est partie de la question générale de la révolution prolétarienne, partie de la question de la dictature du prolétariat.

Existe-t-il dans le mouvement d'indépendance nationale des pays opprimés des possibilités révolutionnaires, et si oui y a-t-il lieu de les utiliser pour la révolution prolétarienne, de transformer les pays coloniaux et assujettis, de réserve de la bourgeoisie impérialiste, en alliés du prolétariat révolutionnaire ? C'est ainsi que se pose la question.

Le léninisme y répond affirmativement ; autre-

ment dit, il reconnaît l'existence de ces possibilités révolutionnaires et juge nécessaire de les utiliser pour le renversement de l'ennemi commun, l'impérialisme. Le mécanisme du développement de l'impérialisme, la guerre impérialiste et la révolution russe confirment **entièrement** les déductions du léninisme sur ce sujet.

De là, pour le prolétariat la nécessité de soutenir activement, résolument le mouvement libérateur des peuples opprimés.

Il ne s'ensuit pas évidemment que le prolétariat doive soutenir *n'importe quel* mouvement national. Il doit appuyer ceux qui tendent à l'affaiblissement, au renversement de l'impérialisme et non à son maintien et à sa consolidation. Il arrive que les mouvements nationaux de certains pays opprimés soient en conflit avec les intérêts du mouvement prolétarien. Dans ces cas, il ne saurait être question de les soutenir. La question des droits d'une nation n'est pas une question isolée, indépendante, mais une partie de la question générale de la révolution prolétarienne. Par suite, elle doit être adaptée, subordonnée à cette dernière. Vers 1850, Marx était pour le mouvement national des Polonais et des Hongrois et contre celui des Tchèques et des Slaves du Sud. Pourquoi ? Parce que ces derniers étaient alors des « peuples réactionnaires », des avant-postes de la Russie autocratique en Europe, alors que les Polonais et les Hongrois étaient des « peuples révolutionnaires » luttant contre l'autocratie. Parce que soutenir alors le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud, c'eût été soutenir indirectement le tsarisme, l'ennemi le plus dangereux du mouvement révolutionnaire en Europe.

Les différentes revendications de la démocratie, et entre autres le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne sont pas un absolu, mais une parcelle du mouvement démocratique (socialiste) mondial. Il est possible que dans certains cas la partie soit en contradiction avec le tout, et alors il faut la rejeter. — Lénine : *Le bilan de la discussion.*)

Ainsi donc, envisagés non pas du point de vue formel du droit abstrait, mais sous l'angle de la réalité, des intérêts du mouvement révolutionnaire, certains mouvements nationaux peuvent avoir un caractère réactionnaire.

De même, le caractère incontestablement révolutionnaire de la plupart des mouvements nationaux est aussi relatif et particulier que le réactionnarisme de certains autres. Pour être révolutionnaire, un mouvement national ne doit pas nécessairement être composé d'éléments prolétariens, avoir un programme révolutionnaire ou républicain, une base démocratique. La lutte de l'émir d'Afghanistan pour l'indépendance de son pays est objectivement une lutte *révolutionnaire* malgré le monarchisme de l'émir et de ses lieutenants, car elle affaiblit, désagrège, sape l'impérialisme, alors que la lutte de démocrates, de « socialistes », de « révolutionnaires » et de républicains comme Kérensky et Tséretelli, Renaudel et Scheidemann, Tchernov et Dan, Henderson et Clynes pendant la guerre impérialiste était une lutte *réactionnaire*, car elle avait pour résultat de tarder l'impérialisme, de le consolider, d'amener sa victoire. De même, la lutte des marchands et intellectuels bourgeois égyptiens pour l'indépendance de l'Egypte est une lutte objectivement *révolutionnaire*, malgré l'origine et la condition bourgeois des leaders du mouvement national, malgré leur opposition au socialisme, alors que la lutte du gouvernement ouvrier

anglais pour le maintien de l'Égypte sous la tutelle de la Grande-Bretagne est une lutte réactionnaire malgré l'origine et la condition prolétariennes des membres de ce gouvernement, malgré leurs soi-disant convictions socialistes. De même, le mouvement national des autres grands pays coloniaux et assujettis comme l'Inde et la Chine n'en est pas moins, si même il contredit les principes de la démocratie formelle, un coup direct contre l'impérialisme, partant un mouvement révolutionnaire.

Lénine a raison de dire qu'il faut envisager le mouvement national des peuples opprimés non pas du point de vue de la démocratie formelle, mais du point de vue de ses résultats effectifs dans la lutte générale contre l'impérialisme; autrement dit, il faut apprécier ce mouvement « non pas isolément, mais sur l'échelle mondiale ».

### Le mouvement libérateur des peuples opprimés et la révolution prolétarienne

Dans la solution de la question nationale, le léninisme part des thèses suivantes :

a) Le monde est divisé en deux camps : d'un côté, une infime minorité de nations civilisées détenant la presque totalité du capital financier et exploitant le reste de la population du globe; de l'autre, les peuples opprimés et exploités des colonies et des pays assujettis qui forment la majorité de la population.

b) Les colonies et les pays assujettis et exploités par le capital financier constituent une immense réserve de forces pour l'impérialisme.

c) Ce n'est que par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme que les peuples opprimés des pays coloniaux et assujettis arriveront à se libérer du joug et de l'exploitation.

d) Les principaux peuples assujettis sont déjà entrés dans la voie du mouvement libérateur national, qui doit infailliblement amener la crise du capitalisme mondial.

e) Les intérêts du mouvement prolétarien dans les pays avancés et du mouvement national dans les colonies exigent que ces deux mouvements révolutionnaires fassent front unique contre l'ennemi commun, l'impérialisme.

f) La victoire de la classe ouvrière dans les pays avancés et la libération des peuples opprimés par l'impérialisme sont impossibles sans la formation et la consolidation d'un front révolutionnaire commun.

g) La formation d'un front révolutionnaire commun n'est possible que si le prolétariat des pays oppresseurs soutient directement et résolument le mouvement d'indépendance nationale des peuples opprimés contre l'impérialisme de la métropole, car « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx).

h) Ce soutien consiste dans la défense, l'application du principe du droit des nations à se séparer de la métropole, à se constituer en États indépendants.

i) Sans l'application de ce principe, il est impossible de réaliser l'union des nations en une économie mondiale unique, base matérielle de la victoire socialiste.

j) Cette union ne peut être que volontaire, fondée sur la confiance mutuelle et les rapports fraternels des différents peuples.

De là deux tendances dans la question nationale: la tendance à l'émancipation politique du joug

de l'impérialisme et à la création d'États nationaux indépendants, tendance qui a sa source dans une réaction contre l'oppression impérialiste et l'exploitation coloniale, et la tendance au rapprochement économique des nations, tendance déterminée par la formation d'un marché mondial et d'une économie mondiale.

« L'histoire du capitalisme nous montre deux tendances dans la question nationale. La première, c'est l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'États nationaux. La seconde, c'est le développement des relations de toute sorte entre les nations, la destruction des barrières nationales, la création de l'unité internationale du capital, de l'unité économique, politique, scientifique, etc. Ces deux tendances sont la loi mondiale du capitalisme. La première prédomine au début de son développement; la seconde caractérise la maturité du capitalisme qui marche à sa transformation en société socialiste. » — (Lénine : *Remarques critiques.*)

Pour l'impérialisme, ces deux tendances représentent des contradictions irréductibles, car il ne peut vivre sans exploiter les colonies, sans les maintenir par la force dans le cadre d'un « tout unique »; il ne peut rapprocher les nations que par des annexions et des extensions coloniales, sans lesquelles il ne saurait se concevoir.

Pour le communisme au contraire, ces tendances ne sont que les deux phases d'un seul processus: celui de l'émancipation des peuples opprimés du joug de l'impérialisme. Nous savons en effet que la fusion économique universelle n'est possible que sur les bases de la confiance mutuelle et en vertu d'un accord librement consenti, que la formation d'une union volontaire des peuples doit être précédée de la séparation des colonies d'avec le « tout » impérialiste « unique », de la transformation de ces colonies en États indépendants.

De là, la nécessité d'une lutte incessante, acharnée contre le chauvinisme des « socialistes » des grandes puissances (Angleterre, France, Amérique, Italie, Japon, etc.) qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes et soutenir la lutte des colonies opprimées pour leur affranchissement, leur séparation d'avec la métropole.

Sans cette lutte, il est impossible d'éduquer la classe ouvrière des nations dominantes dans l'esprit de l'internationalisme véritable, de la rapprocher des masses laborieuses des colonies et des pays assujettis, de la préparer à la révolution prolétarienne. La révolution n'aurait pas triomphé en Russie, Koltchak et Dénikine n'auraient pas été vaincus si le prolétariat russe n'avait eu pour lui la sympathie et l'appui des peuples opprimés de l'ancien empire tsariste. Mais pour obtenir leur sympathie et leur appui, il a dû tout d'abord briser leurs chaînes, les libérer du joug de l'impérialisme russe. Sans cela, il aurait été impossible d'asseoir solidement le pouvoir soviétique, d'implanter l'internationalisme véritable et de créer cette remarquable organisation de collaboration des peuples qui s'appelle l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et qui représente le prototype de l'union future des peuples dans une économie mondiale unique.

De là, la nécessité de combattre dans les pays opprimés l'étroitesse des socialistes qui ne voient que leurs intérêts nationaux directs, se renferment dans leur action locale et ne veulent pas comprendre la liaison du mouvement libérateur de leur

pays avec le mouvement prolétarien des pays dominants.

Sinon, il est impossible de maintenir la solidarité de classe du prolétariat des nations opprimées avec celui des pays dominants dans leur lutte contre leur ennemi commun, l'impérialisme; sinon il est impossible de réaliser l'internationalisme.

Telle est la voie à suivre pour l'éducation des masses laborieuses des nations opprimées et des nations dominantes dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire.

Voici ce que dit Lénine de cette éducation :

Cette éducation peut-elle être identique dans les grandes nations qui en oppriment d'autres et dans les petites nations opprimées, dans les pays qui annexent et dans les pays annexés ?

Evidemment non. La marche vers un but unique : l'égalité complète, le rapprochement étroit, la fusion de toutes les nations, peut emprunter divers chemins. Ainsi, pour arriver à un point situé au centre d'une page, on peut partir du bord gauche ou droit de cette page. Si, prêchant la fusion des peuples, le socialiste d'un grand pays oppresseur oublie que Nicolas II, Guillaume, Georges V, Poincaré et autres sont aussi pour la « fusion » avec les petites nations (au moyen de l'annexion), que Nicolas II est pour la « fusion » avec la Galicie, Guillaume II pour la « fusion » avec la Belgique, etc., il ne sera en théorie qu'un doctrinaire ridicule et en pratique qu'un auxiliaire de l'impérialisme.

Le centre de gravité de l'éducation interna-

tionnaliste des ouvriers dans les pays oppresseurs doit résider dans la propagande et le soutien effectif du droit des peuples opprimés de se séparer de la métropole. Sans cela, il n'y a pas d'internationalisme possible. Nous pouvons et devons traiter d'impérialiste et de conquérant tout socialiste d'un Etat oppresseur s'il ne fait pas cette propagande. Le droit de séparation d'avec la métropole est une revendication indispensable, quoique jusqu'à l'avènement du socialisme cette séparation ne soit possible que dans un cas sur mille.

Au contraire, le socialiste d'une petite nation doit reporter le centre de gravité de son agitation sur la deuxième partie de notre formule : « union volontaire » des nations. Il peut être, sans violer ses devoirs d'internationaliste, et pour l'indépendance politique de sa nation et pour son inclusion dans un Etat voisin quelconque. Mais, dans tous les cas, il doit lutter contre l'étroitesse nationale, ne pas se renfermer dans son mouvement, envisager l'ensemble du mouvement, comprendre qu'il faut subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Les gens qui n'ont pas approfondi la question voient une « contradiction » dans le fait que les socialistes des Etats oppresseurs doivent réclamer la « liberté de séparation », et les socialistes des nations opprimées la « liberté d'union » avec un autre peuple. Mais il suffit d'un peu de réflexion pour voir qu'il n'est pas d'autre voie vers l'internationalisme et la fusion des nations que celle que nous indiquons dans notre thèse. — (Lénine : *Le bilan de la discussion.*)

(A suivre.)

STALINE.

## Les Débats du XIII<sup>e</sup> Congrès du P. C. R.

(Suite et fin)

### DISCOURS DE KAMENIEV

(24 mai 1924)

#### La question des générations

Le camarade Trotsky n'a pas donné une réponse satisfaisante à la deuxième question qu'il a soulevée. Il a demandé pourquoi la résolution du 5 décembre s'était compliquée de la question des générations. Je le répète, il aurait été beaucoup plus intéressant pour le Parti de savoir pourquoi la résolution du 5 décembre s'était compliquée de la question Trotsky.

Comment est-il advenu que la résolution du 5 décembre, relative à un renouvellement à l'intérieur du Parti, à l'animation de la vie intérieure du Parti, à l'application des principes démocratiques à l'intérieur du Parti, se soit compliquée de la question de la co-existence dans notre Parti de deux générations, des vieux et des jeunes ? Le camarade Trotsky répond : il s'agissait d'assurer à la jeune génération la possibilité de s'engager librement sur la grand'route du léninisme. Mais cette formule d'une si grande prudence amène tout naturellement cette question : où sont donc les obstacles que la jeunesse doit rencontrer avant de s'engager librement sur la grand'route du léninisme ? Il est évident que tous ceux qui s'occupent de politique se diront, en présence d'une pareille formule : il y a évidemment des obsta-

cles ; la participation normale dans la vie du Parti n'assure pas à la jeune génération la possibilité de remplacer les vieux dans le délai voulu. Je ne puis pas ne pas souligner, dans cette occasion, que dans cette position de la question au Congrès du Parti, en dépit des belles phrases sur l'infailibilité du Parti, nous percevons un appel à la jeune génération contre certains groupes et facteurs, qui l'empêcheraient de s'engager librement sur la grand'route. Si nous nous mettons à en appeler à la jeune génération au sein de notre Parti, en faisant allusion aux facteurs qui l'empêcheront de s'engager sur la grand'route, nous nous livrons à un jeu très sérieux et je dirai même, franchement, à un jeu dangereux qui n'est guère propre à concilier les divergences déjà existantes, car, comme écrivait avec raison Souvarine, on ne détruit pas avec la hache ce qui a été écrit avec la plume. Or, dans le livre *Cours Nouveau*, qui a été traduit en français par Souvarine pour l'éducation des communistes français, on trouve précisément indiqués les facteurs à l'égard desquels il faut employer dans une certaine mesure la violence pour frayer la route à la jeunesse.

Ces facteurs, qui empêchent la jeunesse de s'engager sur la grand'route, en seraient-ils ces vieillards qui dégèrent et deviennent l'expression accomplie de l'appareil bureaucratique ou bien encore cette décomposition des sphères supérieu-



res, ou, enfin, ces camarades au sujet desquels il serait opportun de rappeler la dégénérescence des Guesde, Scheidemann, etc. ?

On peut prononcer des discours diplomatiques, mais le sens politique vivant du Parti établira un lien entre ce qui a été dit il y a trois mois et ce qui est dit ici. Si, en réalité, la démocratie, comme l'a dit aujourd'hui ici le camarade Trotsky, n'est pas seulement un élément formel, pourquoi y est-il fait allusion ? D'ailleurs, je pense que c'est en vain que Trotsky fait des réserves. La démocratie est précisément un élément formel ; au sein de notre Parti, elle consiste en certains droits, appartenant aux membres et aux organisations du Parti qui sont inscrits dans les statuts. On ne saurait laisser cette question dans l'ombre.

Non, la démocratie dans notre Parti n'est pas quelque chose de général, une attitude bienveillante des vieux à l'égard des jeunes ; elle consiste en un élément formel en vertu duquel, si l'on exige, il faut présenter des propositions précises et des amendements à notre Règlement, ou bien alors elle n'est qu'un mot vide de sens. Lorsqu'on nous dit : la démocratie n'est pas un élément formel, lorsqu'on ne nous propose aucun amendement réel à la résolution adoptée par le Parti, ni à ce statut de centralisme démocratique qui règle la vie de notre Parti, mais qu'au contraire on affirme : « La démocratie à l'intérieur du Parti est un régime qui, d'un côté, assure à la vieille génération des bolcheviks le rôle dirigeant et, de l'autre, assure également à la jeune génération l'accès de la voie large à l'activité et à l'initiative » (pour employer les paroles de Trotsky), je réponds : « Cela valait-il la peine de maintenir le Parti dans l'anxiété pendant trois mois entiers ? »

S'agit-il vraiment de notre jeunesse des écoles supérieures, dont il était question dans la brochure *Cours Nouveau* ? S'agit-il de la nécessité pour elle de conquérir de haute lutte la compréhension des mots d'ordre, etc. ?

Est-il vraiment question de tout cela ? S'il en est ainsi, je répondrai qu'il ne s'agit pas à présent de savoir comment on pourrait assurer à cette jeune génération, au moyen d'un statut formel ou en dehors des statuts, la possibilité d'écarter la vieille génération. Non, la tâche présente consiste à initier à la vie du Parti les prolétaires de la classe de Lénine. C'est là une question beaucoup plus importante. Après avoir entendu le discours de Trotsky, j'ai demandé qu'on se rapporte à la statistique de la classe de Lénine, car je me disais : peut-être que la classe de Lénine est composée seulement de jeunes camarades, en faveur desquels il faut élargir les cadres du Parti en écartant un peu les vieux, etc. J'ai maintenant sous les yeux la statistique de la classe moscovite de Lénine. Les camarades l'ont établie avec une telle exactitude qu'ils ont indiqué l'âge des nouvelles recrues. On peut constater que sur 18.000 nouveaux membres, il y en a 4.000 au-dessous de 24 ans, 8.700 de 25 à 34 ans, ce qui n'est déjà plus la première jeunesse : 4.500 de 35 à 44 ans et 1.500 au-dessus de 45 ans. Les membres de la Jeunesse communiste sont au nombre de 700. Comme vous le voyez, camarades, 80 % des travailleurs qui sont venus à notre Parti — et il faut ajouter qu'en ce qui concerne Moscou, ce sont en général des ouvriers qualifiés — ces 80 % sont âgés de 25 ans. N'est-il pas vrai que la question : comment comprendre la démocratie et pour qui l'établir, tant dans les statuts qu'en dehors des statuts ? est résolue par ces renseignements dans un sens tout à fait précis.

## A propos du discours du camarade Préobrajenski

Le camarade Préobrajenski indique quatre points qu'il avait proposés et que nous avons rejetés ou n'avions pas compris et dans lesquels, d'après lui, l'opposition a eu raison. Le premier mérite de l'opposition que les faits auraient soi-disant mis en relief consiste en ce qu'elle a insisté sur l'intensification de la mise en pratique du plan économique. En second lieu, elle a souligné la nécessité de la lutte avec le capital de la *Nep*. En troisième lieu, elle a recommandé l'admission de l'intervention commerciale du capital étranger et, en quatrième lieu, elle a insisté sur la réorganisation de la coopération. Or, le camarade Préobrajenski affirme, paraît-il, que nous n'avons pas compris tout cela, que le Parti n'y a pas prêté l'oreille et qu'à cause de ses opinions, l'opposition a été suspectée de tendances petites-bourgeoises, ce qui fait s'écrier le camarade Préobrajenski : « Est-il possible que, dans un Etat soviétiste socialiste, on soit traité de petit-bourgeois pour avoir parlé de plan et de lutte contre le Capital de la *Nep* ! »

En effet, c'est incompréhensible. De deux choses l'une : ou bien notre Parti est le parti des grands capitalistes qui regardent le plan économique et la lutte avec le capital de la *Nep* comme une utopie petite-bourgeoise réactionnaire, ou bien le camarade Préobrajenski a tort. Je ne pense pas que ce soit nous qui soyons les grands bourgeois.

## Le plan ou la déformation de la question du plan

Si vous vous étiez borné à dire : observez plus rigoureusement le plan, luttiez contre l'accumulation de la *Nep*, développez la coopération contre le capital privé ; si, dis-je, vous aviez tenu seulement ce langage, il ne serait venu à l'idée de personne de vous accuser de déviation petite-bourgeoise. Mais vous avez parlé un langage qui a offensé nos oreilles de communistes. Ce n'est nullement pour avoir insisté sur la nécessité d'intensifier la mise en pratique du plan que vous avez reçu cette dénomination de petit-bourgeois, qui se trouve dans la résolution de la Conférence, mais c'est pour avoir donné une véritable caricature de l'application du plan, pour avoir déformé le plan, faute que nous retrouvons d'ailleurs dans toutes les propositions de l'opposition. Je prends la fameuse résolution des quatre économiques : Ossinski, Piatakov, Préobrajenski et Smirnov, qui fut présentée, je crois, à la fin de décembre, et où cette question de l'application du plan était posée. Nous y lisons :

« Pourquoi ce contact ne s'est-il pas établi pendant la dernière période, et pourquoi le contact de la campagne avec l'industrie privée à domicile et le capital commercial privé s'est-il développé avec plus de succès ? Les causes principales sont : l'absence de plan et le manque de système dans l'activité des organes dirigeants et, par suite, le manque d'entente et l'abandon aux forces spontanées. »

Quand le Parti s'est trouvé en présence de la première manifestation évidente du désaccord spontané entre l'industrie nationalisée et l'ambiance petite-bourgeoise et que l'opposition est venue nous dire, faisant preuve d'une incompréhension totale de la façon dont le socialisme peut s'établir sur l'industrie nationalisée dans un pays paysan et agricole : « Le malheur n'aurait pas été grand si nous avions eu un plan », nous re-

pondions : « C'est là une façon de comprendre l'application du plan qui dégénère en caricature du marxisme, en caricature du socialisme, qui n'est plus le plan, mais bien une suite de raisonnements scolastiques abstraits dépourvus de toute valeur. Ce n'est pas pour avoir défendu l'observation du plan, ce n'est pas parce que vous avez dit : « Il faut plus d'esprit de suite », mais parce que vous avez appliqué tout à fait hors de propos d'excellentes formules quant à l'application du plan que le Parti devait vous donner une leçon et qu'il vous la donnera. »

Si l'on demande où est notre plan, je répondrai : Notre plan ne se résume pas dans des schémas abstraits. Le plan que notre Parti a appliqué pendant ces derniers mois, à partir de la discussion, se résume en ces deux mots : réforme monétaire. Dans ces derniers mots, il ne pouvait y avoir d'autre plan, si on entend par là une direction réelle et une concentration de tout le développement de l'économie nationale autour d'un point central.

Mais ce plan, le plan de la réforme monétaire et la direction de toute l'économie nationale dans le sens de cette réforme monétaire, pour en assurer l'exécution, fut appliqué précisément, malgré les camarades qui ont signé la résolution économique. Il en est de même de la deuxième question : « L'accumulation de la *Nep* ».

### Quel est le sens de cette caractéristique de la tendance petite-bourgeoise ?

Les camarades de l'opposition viennent encore nous dire : « Vous nous avez caractérisés de tendance petite-bourgeoise, parce que nous avons dit qu'il faut lutter avec le capital de la *Nep*. » Ceci est un non-sens, chers camarades, et ce n'est pas à cause de cela qu'on vous a stigmatisés de représentants d'une tendance petite-bourgeoise. Les raisons pour lesquelles on vous a ainsi stigmatisés sont contenues dans la résolution de la 13<sup>e</sup> Conférence du Parti sous la rubrique : « Idées essentielles de l'opposition ». Ainsi, camarade Préobrajenski, je vous conseillera de lire plus soigneusement ce chapitre. (*Applaudissements.*)

Là, en six points, on trouve indiquées les raisons pour lesquelles les pensées, la nuance, le courant que vous représentez ont été caractérisés par le Parti de « tendance petite-bourgeoise ».

C'est pour les raisons qui sont énumérées dans ce chapitre et non pas pour avoir demandé une balance active, ni même l'intervention du capital étranger dans le commerce — quoique dans ce dernier point vous étiez dans l'erreur — ni pour avoir dit qu'il fallait lutter contre le capital de la *Nep*, que vous avez mérité cette appellation. Encore une fois, je vous recommande de lire ces six points. Quand vous venez nous dire qu'on vous accuse sans raison ou, selon l'expression du camarade Trotsky, qu'on a exagéré l'attaque contre la tendance petite-bourgeoise, donnez-vous la peine de réfuter ces six points, parce qu'ils contiennent précisément les raisons pour lesquelles, chers camarades, on vous a qualifiés de tendance petite-bourgeoise.

« ...La critique en bloc et la tentative de discréditer l'appareil du Parti ne peuvent avoir comme résultat que d'émanciper l'appareil gouvernemental de l'influence du Parti. »

C'est le premier point.

Deuxième point. On vous a appelés tendance petite-bourgeoise, parce que vous avez essayé « ...d'opposer les jeunes éléments du Parti à ses

cadres fondamentaux et parce que vous avez estimé que c'étaient les étudiants qui devaient servir de baromètre pour le Parti ». Voilà ce qu'il vous fallait réfuter, car c'est pourquoi nous vous avons stigmatisés de tendance petite-bourgeoise et nullement parce qu'en tant que communistes, vous vouliez lutter contre le capital de la *Nep*, car nous aussi nous luttons contre elle. Mais il faut le faire intelligemment.

Troisième point : Le camarade Trotsky a fait de vagues allusions à la dégénérescence des cadres fondamentaux de notre Parti. Le quatrième point : « Nous blâmons, dites-vous, la conduite d'une partie de l'opposition qui affectionne particulièrement une phraséologie de gauche contre la *Nep* en général et fait des déclarations qui n'auraient un sens quelconque que dans le cas où ces camarades voudraient le renoncement à la *Nep* et le retour au communisme de guerre. »

Le camarade Larine nous a proposé d'établir une nouvelle politique économique « conditionnelle ». Je pense qu'on ne peut guère voir dans cette proposition qu'une pure plaisanterie. Notre nouvelle politique économique est naturellement une chose au plus haut point conditionnelle. La nouvelle politique économique est, dans son essence, la liberté du commerce. Quelles en sont les conditions ? Quelles en sont les limites ? Dans le fait que c'est le pouvoir prolétarien qui a établi cette liberté du commerce et qui l'a établie, d'après les paroles de Lénine, dans la mesure où elle était nécessaire pour la reconstruction qui incombe à notre pouvoir prolétarien. Cette *Nep* est limitée par nos lois prolétariennes, par nos impôts que nous établissons, nous le prolétariat dirigeant ; elle est limitée, enfin, par notre administration. Et lorsque je considère la nouvelle politique économique et les conditions dans lesquelles elle se réalise, c'est-à-dire les conditions du pouvoir politique du prolétariat, de la législation économique du prolétariat, de la législation fiscale du prolétariat et du contrôle administratif du prolétariat, je demande quelles autres conditions sont encore nécessaires ? Non camarades, il n'est nullement besoin d'autres conditions. C'est à nous d'apprendre enfin à nous servir de ces conditions, de ces lois, de ces droits et de cette puissance que nous possédons.

Nous pensons qu'il faut tenir en bon état, dans notre Parti, les tranchées destinées à arrêter la vague de l'influence petite-bourgeoise, et nous pensons que si le camarade Trotsky a rempli son devoir en faisant connaître son point de vue devant le Parti, le Parti lui-même a rempli le sien en reprenant le camarade Trotsky et en expliquant aux larges masses prolétariennes l'erreur de sa position. Si nous l'avions fait sans nous appuyer sur des faits objectifs et en n'ayant à notre actif qu'une langue bien pendue, si nous n'avions pas pour nous le développement de l'économie nationale et l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, nous aurions été battus par l'opposition, avec le camarade Trotsky à sa tête. Si l'opposition a, au contraire, fait banqueroute au point de vue politique, c'est parce que la réalité objective a démenti sa théorie, ses prédictions, ses raisonnements. C'est pourquoi, en confiant le pouvoir au nouveau Comité Central, qu'il nous soit permis d'exprimer un désir, à savoir : que l'histoire nous fournisse l'occasion de corriger les fautes du camarade Trotsky le plus rarement possible et le plus tard possible, car le redressement de ses fautes revient trop cher au Parti. (*Applaudissements prolongés de toute la salle.*)

## DERNIÈRE RÉPLIQUE de ZINOVIEV

(27 mai 1924)

**L'armée rouge et les communistes**

Certains camarades me reprochent de n'avoir rien dit de l'Armée. C'est vrai, il n'en a été presque rien dit. La réforme militaire qui a été réalisée est connue de tout le monde, elle a été mise sur le tapis par l'initiative de quelques membres militaires du C. C., avec le soutien chaleureux et complet du C. C. qui a examiné, en Plénum et en Bureau politique, et à maintes reprises, cette réforme, dont le besoin se faisait réellement sentir. L'initiative a appartenu ici moins au Département de la Guerre qu'au C. C. Nous estimons tous que la réforme est judicieuse. Ses résultats ne tarderont pas à se faire sentir. Mais il faut remarquer que tout n'est pas encore fait.

L'un des objectifs les plus importants qui se posent devant le Parti consiste à renforcer les éléments premiers de l'Armée Rouge par un appoint de communistes. J'ai déjà dit devant la fraction du 2<sup>e</sup> Congrès des Soviets de l'U. R. S. S., que le nombre des communistes servant dans l'armée était extrêmement restreint et que la plupart d'entre eux y occupaient des postes administratifs, de commandement, ou de commissaires. Cette situation n'est pas normale. Il faut prendre toutes sortes de mesures pour que la proportion des communistes augmente parmi les soldats et les marins rouges.

Tout laisse prévoir que cette question sera bientôt mise à l'ordre du jour du Parti. L'augmentation du nombre des communistes parmi les soldats rouges, non seulement consolidera l'Armée Rouge, mais aura de plus une grande importance pour ce qui est de notre liaison avec la Campagne.

**L'action parmi les femmes**

Puis on me dit, et c'est très juste, que je n'ai presque pas parlé du travail féminin de notre Parti. Cette question a été éclairée en détail par Staline, avec lequel je suis totalement solidaire. Mais je profite de l'occasion pour souligner qu'effectivement, à ce sujet, nos affaires ne sont guère brillantes. Nous continuons à envisager ce travail avec une légèreté tout à fait regrettable. Je ne suis pas du tout ennemi de la légèreté lorsqu'elle est opportune, mais il n'est pas judicieux de plaisanter lorsqu'il fut constaté que la part prise dans notre Parti, dans nos Syndicats, dans nos Soviets, par les ouvriers est désormais faible. Régardez notre Congrès. Le camarade Koganovitch vient de me renseigner sur sa composition. Sous la rubrique « Sexes », la Commission des Mandats écrit ce qui suit : « Relevons que le pourcentage des femmes, qui n'avait cessé de tomber à partir du 10<sup>e</sup> Congrès (2,8 %) et qui était au 12<sup>e</sup> Congrès de 1 %, est monté presque à 3 % (2,7). L'année dernière, quatre femmes avaient voix délibérative ; cette année, il y en a 20. Il y a 31 déléguées avec voix consultative, ce qui fait 51 femmes au 13<sup>e</sup> Congrès, ou bien 4,4 % du nombre total des délégués. »

Cela ne peut plus continuer ! Nous disons tous que nous voulons réaliser sérieusement les recommandations d'Iliitch. Et il nous a répété des dizaines de fois quelle immense portée devait avoir la participation effective (non en paroles, mais en fait) des militantes dans toute notre œuvre de construction. Il faut obtenir qu'au Congrès prochain on puisse enregistrer une grande proportion de femmes.

**Les Jeunesses communistes**

De même, trop peu de choses a été dit des Jeunesses communistes. Cependant, il y a à l'ordre du jour un paragraphe spécial. Les Jeunesses communistes et le développement de notre action parmi les jeunes sont d'une importance gigantesque. La discussion, outre ses mauvais côtés, a présenté des aspects positifs parmi lesquels celui d'avoir signalé l'envergure grandiose de ce problème. En somme, notre jeunesse se trouve sur la bonne voie. Nous avons pris toutes les mesures pour que le C. C. prenne avec elle un contact plus étroit. Dernièrement a eu lieu une délibération des militants des Jeunesses communistes, à laquelle assistaient une douzaine de membres du C. C., dont près de la moitié des membres du Bureau politique. Vous voyez par là l'importance énorme que nous accordons à ce travail. Nous obtiendrons que les Jeunesses communistes s'introduisent plus profondément dans les campagnes qu'elles ne l'ont fait jusqu'ici. Le chemin suivi par les Jeunesses communistes est le bon.

**Les salaires**

Il s'est trouvé des camarades pour se plaindre du peu d'attention accordée à cette question. Combien de fois croyez-vous que le Bureau politique ait examiné les salaires ? Cent quatre-vingt-dix-huit fois cette question a figuré à son ordre du jour, et vingt fois elle a concerné spécialement le bassin du Donetz. J'estime que Roukhimovitch a raison de dire qu'il est temps de régulariser cette question dans toute notre Union, car elle a pris une importance décisive.

La politique pure refoulée à l'arrière-plan, la question se pose de savoir quelle est la catégorie de travail à qui notre République peut donner davantage. Des disproportions sautent aux yeux. J'ai reçu de nombreux billets des ouvriers de la classe de Lénine, demandant : pourquoi ne pas faire un plan unique dans ce domaine ? Si une grande industrie fait des bénéfices et une autre des déficits, ne peut-on mêler leurs capitaux pour que les salaires des deux branches soient égaux ?

La question des salaires est en souffrance. Dans ce domaine, nous ne pouvons pas nous vanter d'avoir rien innové au cours de cette année. Cependant, on a eu tort de douter des chiffres cités. Ils sont à peu près justes et nous ne cessons de consolider notre position.

*Les neuf dixièmes de l'activité du Commissariat du Travail doivent être consacrés aux salaires.*

Lorsque cette question sera réglée, j'espère que le Bureau politique n'aura plus à l'examiner 198 fois.

**Le chômage**

Je n'ai pas beaucoup parlé du chômage, mais, camarades, nous n'avons pas encore entendu de proposition concrète à ce sujet. Nous savons que c'est un très gros problème. De l'autre côté de ces murs, on tend l'oreille pour écouter ce que le Parti dira. A parler franchement, on ne peut dire qu'une chose : surmonter le chômage ouvrier qui nous intéresse le plus (car il y a en outre un chômage fictif, qui est celui des employés que nous avions pris en 1918 et 19) est très difficile. Seul, le développement des forces productrices et le relèvement de l'ensemble de notre économie peuvent résoudre le problème à la satisfaction générale. Tous les autres moyens sont des palliatifs

qui ne laissent pas, il est vrai, que d'avoir une certaine portée. Les syndicats doivent se préoccuper de ce chômage ; l'Etat doit aider tant qu'il peut, mais une solution radicale ne pourra être atteinte que dans le cadre marqué plus haut.

### L'épuration et nos économistes

Deux mots sur nos économistes. Il y a des camarades qui disent qu'il faut bien mettre en lumière cette question, surtout par rapport à l'épuration : ils trouvent inadmissible dans le Parti une psychologie, selon laquelle un camarade qui s'occupe de questions commerciales doit être estimé comme un militant de second ordre et inscrit au tableau noir pour la prochaine épuration. Certainement, puisque nous voulons obtenir un bon fonctionnement de la coopération et de tout notre système économique il faut comprendre, que c'est pour nous un travail d'extrême importance. C'est là un état d'esprit très malsain que celui qui consiste à toiser de haut le militant économique.

Qu'il me soit permis de prendre les deux pôles, pour ainsi dire, de notre activité économique. Le premier sera — Victor Pavlovitch Noguine, que nous avons tout récemment accompagné à sa dernière demeure. Voilà un militant économique dont personne jamais ne pourra même songer à dire qu'il eût pu se détacher du Parti ou des masses et que, étant économiste, il était un communiste de second plan. C'est le type du militant bolchevik dont chacun sait que si aujourd'hui le Parti l'envoie au trust du textile et demain le désigne pour un travail clandestin des plus difficiles il remplira ici et là, ses obligations avec un dévouement égal. C'est un pôle, et des militants comme celui-ci notre Parti en possède beaucoup. Si nous n'en possédions pas, notre politique économique serait restée stérile.

Prenons l'autre pôle ; je demande pardon à la mémoire de Victor Pavlovitch pour cette comparaison, mais elle m'est nécessaire pour éclairer la question. L'autre pôle nous est fourni par Krasnochtchekov, qui est mort aussi, mais de façon toute différente. Lui aussi, il était membre du Parti, il occupait une place très marquante ; il était membre du Bureau du Conseil Economique Suprême, homme de valeur incontestablement. Malheureusement, Krasnochtchekov n'est pas, lui non plus, un isolé ; et le plus important, c'est qu'entre ces deux pôles il y a beaucoup d'aspects transitoires et il y en a qu'on peut sauver, si l'on ne craint pas de recourir à des moyens comme l'épuration qui, si l'on veut, est un moyen « barbare » ; mais Vladimir Illitch n'a-t-il pas dit, que combattre la barbarie par des moyens barbares n'est pas mauvais. (*Rires*). Or, ce que font les Krasnochtchekov, n'est-ce pas de la barbarie ? Et nous qui sommes au pouvoir, nous ne pouvons pas ne pas recourir à d'aussi violents moyens pour les combattre.

### La nouvelle politique économique et la « Nep »

Au XII<sup>e</sup> Congrès, j'ai essayé de tracer une démarcation entre la nouvelle politique économique et ce que tous les jours nous appelons la *Nep*. Malheureusement, camarades, cela n'a pas été assimilé. Or, la différence est claire. La nouvelle politique économique comprend la nationalisation de l'industrie d'Etat et des transports, la fondation de trusts socialistes, la nationalisation des terres, la main-mise sur les banques, le mono-

pole du commerce extérieur et le règlement par l'Etat du commerce extérieur, autrement dit, c'est tout autre chose que ce que nous connaissons sous le nom de capitalisme dans les pays européens. Voilà, scientifiquement parlant, la *nouvelle politique économique*. Quand nous parlons de la *Nep*, nous sous-entendons par là souvent la spéculation, le mercantilisme et la nouvelle bourgeoisie. Dans son dernier discours au Soviet de Moscou, Vladimir Illitch a dit : « N'est-il pas étrange que nous appelions notre politique *nouvelle* pour cela même que nous reculons. » Certainement, elle est nouvelle par rapport au communisme de guerre.

Le recul en arrière ne veut pas dire le retour à l'époque du capitalisme. Cependant, il y a eu retraite partielle.

Vladimir Illitch a parlé de la portée internationale de la *Nep*. Lorsque la Révolution allemande était dans sa période offensive, nous disions qu'en cas de victoire les camarades allemands auraient peut-être à commencer par ce à quoi nous n'étions pas arrivés tout d'un coup, c'est-à-dire, par la *Nep*. La *Nep* contient donc un élément international, c'est la question de savoir par où devra passer le prolétariat des pays capitalistes, tout de suite après la prise du pouvoir. La *Nep* contient des indications sur la voie que suivra la Révolution internationale.

Au IV<sup>e</sup> Congrès, Vladimir Illitch, parlant du programme du *Comintern*, a dit qu'il était difficile à élaborer, surtout parce que la ligne de repli n'était pas encore tout à fait claire pour nous.

La ligne offensive était à peu près nette : se battre avec la bourgeoisie. La ligne de retraite — non. Qu'est-ce que la ligne de retraite ? Traduite en langage économique, c'est précisément la *Nep*. La *Nep* prend indubitablement une portée internationale ; elle est d'autant plus importante pour nous.

### La situation intérieure du Parti

J'ai déjà dit dans mon rapport que la politique internationale est très importante, la politique économique intérieure encore plus, les finances extrêmement, l'action parmi les paysans — aussi ; mais que le principal, et cent fois le principal, c'est le *Parti et sa situation intérieure*. Si dans le Parti tout marche bien, le reste sera à l'avenant, et si l'équilibre du Parti est rompu, tout le reste dégringolera. C'est bien pourquoi le Congrès a fixé son attention justement sur ce point là.

Inévitablement, nous devons nous occuper de cette question. Par quoi expliquer qu'actuellement chaque Parti communiste dans chaque pays européen examine les phases de notre discussion et les discute en détails avec passion ? C'est que tous les Partis communistes sentent que notre Parti est le nerf vivant de la dictature prolétarienne et par suite du mouvement ouvrier de tous les pays et de notre pays. C'est pourquoi, cette question devait fatalement être abordée.

### Les blancs et notre discussion

J'attire votre attention sur l'attitude adoptée à cet égard par tous les éléments qui sont nos ennemis. De quoi vivent maintenant les Gardes Blancs, les S.-R., les Mencheviks, tous nos adversaires, dont quelques-uns sont de fortes têtes ? Il faut lire ce qu'ils écrivent.

Regardez, camarades, combien ils déversent de venin au sujet des restrictions que nous établissons en n'acceptant pas tout le monde dans notre

Parti. Cette question est étudiée à fond, par exemple, dans la revue de Kerensky, *Les Annales Contemporaines*, où il est dit :

« Le P.C.R. a cessé même formellement d'être un Parti. Il s'est transformé en un grandiose Bureau de Contrôle universel pour tous les phénomènes de la vie de l'Etat. Sans son estampille, il ne peut être mis en circulation aucun facteur de la vie culturelle, civique ou économique. Que reste-t-il à faire à la population ? Pénétrer dans le P.C.R., occuper dans son sein une situation légalisée, pour ainsi se garantir, dans une plus ou moins large mesure, la liberté de manifester les facultés propres à tel ou tel de ses groupes. »

« Tout Parti aspire à élargir infiniment ses rangs. Même les Partis les plus disciplinés et le plus sévèrement organisés, avec un caractère de classe strictement exprimé, se bornent, pour admettre de nouveaux membres, à recevoir d'eux une déclaration de solidarité idéologique et de disposition à se soumettre aux statuts du Parti. Chaque nouveau membre est un compagnon bien venu dans la cause commune, parce que c'est lui, et non le Parti, qui se sacrifie. »

Vous voyez, comme ils s'arrachent les chevaux au sujet de notre « adémocratie ». Pourquoi est-ce donc que notre Parti leur donne un tel mal de tête. C'est clair ! Le meilleur spectacle qu'ils puissent s'imaginer, c'est le péril de notre Révolution, c'est son naufrage, comme suite d'une guerre intestinale dans notre Parti. Ils seraient très contents de nous voir absorber des éléments étrangers pour, après, nous décomposer intérieurement. Ce serait pour eux un triomphe facile et quelque chose de très piquant, en tant que victoire de la contre-révolution. Êtes-vous, demandent-ils, un Parti ou non ? Pourquoi ne laissez-vous pas entrer tout le monde dans votre Parti ? Pourquoi ces nettoyages ? Vous cessez d'être Parti dans le vrai sens du mot. Qui est-ce qui se préoccupe de tout cela ? Kerensky, Ivanovitch, etc. Cela seul suffit à montrer que là est la question fondamentale de toute notre Révolution. Ce n'est pas uniquement une dispute concernant les fractions ou les groupements, ni un petit conflit de détail entre nous et Préobrajensky. Il s'agit des destinées du Parti, des destinées de la classe ouvrière, des destinées de l'Internationale Communiste.

Voyez avec quelle joie mauvaise Ivanovitch constate plus loin : « Leur bureau politique même manque de cohésion. »

Pourquoi cela les occupe-t-il ? Chacun comprend que notre bureau politique est l'organe fondamental de l'Etat. La Garde Blanche fait semblant de ne l'avoir appris que d'hier. Or, nous savons que dans sa brochure sur *La Maladie Infantile du Gauchisme*, Vladimir Illitch expose en détails, en trois pages, tout l'édifice de notre pouvoir et indique le rôle essentiel joué dans cette machine étatique par le rouage appelé Bureau Politique.

Voici pourquoi cette question ne peut être négligée. La situation intérieure de notre Parti présente un intérêt brûlant aussi bien pour nos amis que pour nos ennemis. C'est ce qui détermine Miloukoff à formuler son mot d'ordre génial : « Les soviets sans les communistes », et Dan à lancer cet autre qui le vaut : « Les soviets honnêtes. » (*Rires*). Braïkevitch publie dans les *Dernières Nouvelles* une série de feuillets sur la façon de renverser « sans effusion de sang » le pouvoir des Soviets, en créant un gouvernement transitoire formé de sans-parti et de communistes de l'opposition et en délivrant aux membres du Bureau

Politique, pour ne provoquer aucune secousse, des passeports pour l'étranger. (*Rires*.)

Bien sûr, Préobrajensky ne peut être responsable des utopies contre-révolutionnaires de Braïkevitch. Il est intéressant tout de même qu'un homme « sérieux » comme Braïkevitch qui, si je ne me trompe, a été membre du Conseil des Congrès Industriels, s'occupe à présent de telles calembredaines.

Elles inondent le *Messenger Socialiste*, la *Pensée Russe*, les *Annales Contemporaines*, en un mot, toute la presse de nos adversaires, toutes leurs éditions. Car nos ennemis comprennent parfaitement que ces questions sont décisives pour le sort du pays.

## Fractions et groupements

On a déjà parlé ici des fractions et groupements. Tout le monde sait que 46 de nos militants se prononçaient pour les groupements. Avez-vous oublié comment Krylenko, notre premier substitut du Procureur suprême de la République, réclamait dans la presse une formule juridique susceptible d'établir distinction entre fraction et groupement, car, sans cela, disait-il, il est inutile de parler de démocratie. Je suppose que les juristes soviétiques peuvent trouver une occupation plus utile. Nous n'avons pas besoin de formule juridique des fractions et groupements. Nous, qui avons passé par l'école d'une action commune avec les mencheviks, qui avons siégé à leurs côtés de longues années dans leur C.C., nous savons ce que c'est que des fractions et des groupements sans avoir pour cela besoin de définitions juridiques. (*Applaudissements*). Lorsque nous étions assis au C.C. menchevik, je dois l'avouer, nous recourions à l'artifice de demander : « Mais qu'est-ce qu'une fraction, n'avons-nous pas le droit de prendre position comme groupement à part ? » Vladimir Illitch écrivait au C.C. menchevik : « respectés camarades », ou bien même : « chers camarades », « je propose ceci et cela, et vous faites juste le contraire ; je constate qu'indépendamment de votre désir, vous menez objectivement une politique de libéraux. » Et nous, nous nous emparons de ce document, nous le tirons à un grand nombre d'exemplaires et le distribuons en disant : un membre du C.C. n'a-t-il pas le droit d'écrire une lettre à son Comité ? (*Applaudissements*.)

Où, camarades, cela était très loisible et opportun, lorsque par le caprice des dieux, nous étions placés dans des conditions historiques déterminées, obligés de siéger, en attendant mieux, dans un même C.C. avec les mencheviks et d'utiliser toutes les occasions pour refouler la petite-bourgeoisie et cristalliser un parti prolétarien. Mais, pour ceux de nos camarades qui maintenant recourent à la même méthode à l'égard du C.C. bolchevik, j'estime que nous avons le droit de ne pas le leur permettre. (*Applaudissements prolongés*.)

## Le « cours nouveau » de Trotsky

Ce n'est pas que j'aime beaucoup fouiller parmi les vieilles œuvres littéraires, mais comme c'est archi-indispensable, je voudrais citer quelques passages du *Cours nouveau*. Dernièrement, à la veille du Congrès, j'ai relu ce livre dans le calme. A vous dire vrai, cette œuvre est très littéraire, mais elle ne contient pas trace de bolchevisme. (*Bruyants applaudissements*). Il y est dit par exemple : « Le Parti habite deux étages : en haut, en décide, en bas — on apprend les décisions ». Je vous demande : peut-on diriger une

arme plus empoisonnée contre le Parti ? Voici la jeunesse du Parti, les éléments nouveaux qui y affluent, les générations qui se succèdent, le Parti qui grandit, et voici en ce même moment un homme qui s'appelle Trotsky qui jette au Parti cette accusation « de vivre à deux étages, dont le supérieur décide et l'inférieur obéit ». Et je vous demande si on peut jeter contre le Parti une plus lourde accusation ? (*Applaudissements.*)

Et Trotsky continue :

« Le danger capital de l'ancien cours, résultat de causes historiques générales ainsi que de nos fautes particulières, est que l'appareil manifeste une tendance progressive à opposer quelques milliers de camarades formant les cadres dirigeants au reste de la masse, qui n'est pour eux qu'un objet d'action. » (Page 12.)

Peut-on dire rien de plus mauvais contre le Parti ? Soit, dans notre propagande contre la bourgeoisie, nous disons de la classe dirigeante qu'elle est composée des « dix mille supérieurs ». En Russie, sous le régime tsariste, nous parlions de 130.000 seigneurs, et voilà que Trotsky vient dire que quelques milliers de militants modèrent à leur guise tout le reste du Parti. Il ne manquait plus que la liste complète de ces quelques milliers avec leurs noms. Qu'on s'étonne après cela que la question des générations ait pris une telle acuité.

Voici encore une citation d'une demi-page :

« Il serait ridicule de ne pas comprendre ou de ne pas vouloir voir que l'accusation de bureaucratisme formulée dans la résolution du C.C. est dirigée contre les cadres du Parti. Il ne s'agit pas de déviations pratiques isolées de la ligne idéale, mais de la politique générale de l'appareil, de sa tendance bureaucratique. Le bureaucratisme comporte-t-il un danger de dégénérescence ? Aveugle qui le nierait. Dans son développement graduel, la bureaucratisation menace de détacher les dirigeants de la masse, de les amener à concentrer leur attention uniquement sur les questions d'administration, de nomination, de rétrécir leur horizon, d'affaiblir leur sens révolutionnaire, c'est-à-dire de provoquer une dégénérescence plus ou moins opportuniste de la vieille garde, ou tout au moins d'une partie considérable de cette dernière. Ces processus se développent lentement et presque insensiblement, mais se révèlent brusquement. Pour voir dans cet avertissement basé sur la prévision marxiste objective un « outrage », un « attentat », etc., il faut vraiment la susceptibilité ombrageuse et la morgue des bureaucrates. » (Page 25.)

Il suffit d'une demi-page pour accumuler des compliments comme : « susceptibilité ombrageuse », « morgue des bureaucrates », « dégénérescence opportuniste », « sélection artificielle », « intimidation », « manœuvres », « concessions temporaires », « artifices diplomatiques », etc., un véritable feu d'artifice ! On se rappelle involontairement Alexei Tolstoï : n'était ma pudeur virginale, malandrin, grossier personnage que tu es, je t'engueulerais bien autrement encore. (*Rires.*) — En effet, que pourrait ajouter un homme qui s'est donné pour but de compromettre les éléments directeurs du Parti ? Il a été dit hier, que des circonstances d'ordre personnel ont empêché Trotsky de prendre position à l'égard des fractions et groupements, mais je lui rappellerai tout un chapitre de son livre consacré aux fractions et groupements. Il y est dit (oh, pas franchement, mais entre les lignes) : je suis pour les groupements et les fractions. C'est bien ainsi qu'on l'a compris à l'époque. C'est un article aussi finement diploma-

tique que le discours d'hier. Voilà pourquoi le problème des fractions est tout ce qu'il y a de plus clair et se pose tout ouvertement devant nous. Il me semble peu décent pour nous de jouer à cache-cache. Staline a parfaitement dit que tous nous voulons profondément travailler en commun avec Trotsky. C'est ce que nous avons déclaré dans notre résolution et nous sommes prêts à le confirmer tout de suite pour autant que cela dépend de la majorité du C.C., du Congrès et de chacun de nous en particulier. Nous sommes tous prêts à faire notre possible pour assurer un travail commun et amical, mais pourvu qu'il se déroule de façon à ne pas permettre aux Ivanovitchs de toute sorte de nous demander avec perfidie : « Y a-t-il cohésion dans votre bureau politique ? »

Le pire est, camarades, que ces derniers temps nous ne pouvions leur répondre : « oui, certainement », pour des causes qui vous sont claires. Nous ferons tout de notre côté, absolument tout ce qui est possible, pour que ce travail en commun fonctionne, mais, camarades, il doit fonctionner, normalement, à la mode bolcheviste, ouvertement, en regardant droit dans les yeux de la réalité. Nous rayerons tous de notre mémoire le « cours nouveau » de Trotsky, s'il ne persiste pas dans sa grossière erreur. Laissons Souvarine, qui a reçu quelques loisirs au sein de son propre Parti, éditer en français et en d'autres langues cette brochure qu'il considère comme une perle de littérature marxiste. Nous sommes prêts à n'importe quelle concession, mais il y a des problèmes dans lesquels nous ne pouvons pas céder et ne céderons en rien ni à personne au monde. (*Tempête d'applaudissements.*)

Il a déjà été dit ici : le Parti est un. Pourquoi ce ton tragique ? Inutile d'enfler la voix. Il n'y a personne au monde qui soit en mesure de diviser notre Parti communiste russe (*tempête d'applaudissements*) et il n'y a pas de groupes, quelque appellation qu'ils puissent prendre, qui soient à même de scinder notre Parti. (*Applaudissements*). Pourquoi allons-nous faire de la tragédie ? L'unité du Parti est incarnée dans ce Congrès. Voilà le maître du Parti. Nous connaissons nos ouvriers. La période la plus difficile est déjà traversée. Quoi qu'on dise, ce qui nous attend sera relativement plus aisé. Il est vrai que c'est de vous, de l'opposition, que dépend demain. Nous voulons travailler avec vous. Nous savons qu'il y a eu des difficultés, des perturbations dans le Parti, mais elles se sont dissipées. Cependant, si vous vous dites qu'il vous faut à tout prix utiliser chaque occasion légale pour frayer la voie à des opinions erronées, antibolchevistes, vous vous heurterez, comme à un mur inébranlable, au Parti bolchevik : il se dressera tout entier contre vous. (*Applaudissements.*)

## La stagnation économique

Camarades, un de nos adversaires intelligents, Daline, un blanc, un menchevik, a judicieusement écrit dans le *Messenger Socialiste* au sujet de notre situation économique, les lignes suivantes :

« La stagnation économique ou une nouvelle régression aura désormais des conséquences tout autres qu'à l'époque de la guerre civile. Dans les conditions du temps de paix, la population est beaucoup plus exigeante et plus sensible. »

Il prévoit déjà que si des difficultés de cette sorte surviennent une crise politique nouvelle peut surgir, etc. Je suppose qu'en somme cet adversaire, qui, comme je l'ai déjà dit, n'est pas sot, a raison. En effet, nous n'avions pas de pain en 1919 :

nous avons des difficultés sérieuses à vaincre en 1920, mais l'état d'esprit régnant dans le pays était tout autre et son attitude serait bien différente aujourd'hui, si une régression se faisait sentir, si nous retombions en arrière, ou si en général, notre édification économique semblait dans le marasme. Parfaitement, le peuple réagirait beaucoup plus violemment, parce que nous sommes en 1924, et pas en 1921. En ceci, notre ennemi a raison, et il faut se le tenir pour dit.

Trotsky a dit que des difficultés nous attendent. C'est vrai. Si même elles ne sont pas aussi grandes qu'en 1921, les résultats politiques en seront beaucoup plus accusés qu'en 1921. L'ennemi a raison. La stagnation ou un mouvement de recul aurait maintenant des conséquences extrêmement graves. Voyez par exemple les salaires : vous savez bien que l'ouvrier ne nous permettra jamais de les diminuer, même l'ouvrier qui est le plus proche de nous idéologiquement. C'est ce qui fait que, si même les difficultés qui nous attendent sont moins accusées qu'en 1921 le danger qu'elles présenteront sera énorme.

Trotsky a dit : nous aurons encore des difficultés à vaincre. Et bien voilà, tout ce que nous voulons de vous, c'est que vous fassiez la clarté sur la situation. Des difficultés surviendront. Si c'est dans le domaine financier, si de nouveaux « ciseaux » surgissent dans le domaine économique (rien encore ne nous garantit une bonne récolte cette année), si des complications internationales se dessinent — dites-nous de quel côté, avec qui vous serez. Vous vous rappelez ce que l'opposition fait avec les ciseaux ? (*Protestations de Trotsky*). Ces ciseaux, elles les ont aiguisés contre le C.C. de notre Parti. (*Applaudissements*). Qui est-ce qui ne le sait pas ? Nous exigeons qu'on nous garantisse que, si de nouvelles difficultés, probables, surviennent, aucune faction ne se formera plus contre le Parti. (*Applaudissements*). N'essayez pas de protester. Je sais bien que dans l'âme vous êtes avec la classe et avec le Parti, et contre les Nepmans. Mais il vous semble que toute la politique du C.C. est erronée, qu'il faut la faire dévier de 90 degrés, et pour cela vous vous croyez en droit de profiter des difficultés du Parti. C'est sur ce point que nous voulons de la lumière. Je répète que, sans aucun doute, nous aurons encore de grandes difficultés intérieures et extérieures à surmonter. Les dangers seront grands, parce que nous sommes sans Vladimir Iliitch et que lui seul savait monter à la tribune pour dire, comme à propos de Varsovie : il y a erreur. Vous vous rappelez comment alors il proposa de désigner une commission pour statuer sur le point de savoir si c'est une faute stratégique ou une faute politique ou bien les deux à la fois, et comment le Congrès lui répondit : Vladimir Iliitch, ce qui est fait, est fait : pas besoin de commission. Dites-moi donc, camarades, comment en aurait-il été alors sans Vladimir Iliitch ? Oui, à coup sûr, nos difficultés seront grandes et multiples et elles trouveront un écho beaucoup plus sensible parmi les masses populaires. Il ne faut pas l'oublier. Et il faut serrer les rangs plus étroitement encore. Telle est la conclusion.

### Cent pour cent d'unité bolcheviste !

Le Parti doit garantir que nous affrontons les difficultés qui nous attendent avec 100 % de cohésion. Il ne s'agit que de cela et pas d'autre chose. Chacun de nous est prêt à reconnaître cent fois les fautes qu'il a commises. Personne d'entre nous

ne se considère comme infaillible. Chacun est prêt à n'importe quelle concession personnelle pourvu qu'elle facilite la communauté d'action. Là-dessus il ne peut y avoir deux opinions.

Mais, camarades, nous ne sommes qu'au début d'un chemin extrêmement pénible. Oui, le Parti a de la cohésion, mais il travaille sans Vladimir Iliitch. Le parti a confiance dans son Comité Central, et le C.C. en est fier. Cependant le Parti est loin de tout approuver les yeux fermés. Il ne l'a jamais fait, d'ailleurs. Mais auparavant — nous avions un critérium politique et moral d'une autorité sans pareille : nous avions un chef qui dominait tout. Le Parti sait parfaitement les côtés faibles et les côtés forts de chacun de nous. Nous sommes en famille et prêts à toutes les concessions mutuelles. La façon d'agir des militants au lendemain de ce congrès, ne dépendra que d'eux-mêmes. Nous voulions qu'ils fassent leur déclaration pour calmer le congrès et pour que les délégués, de retour chez eux, disent : le malentendu est liquidé. C'est aussi pourquoi nous avons voulu entendre leur déclaration à ce congrès-ci. Je vous demande, camarades, leur déclaration vous a-t-elle satisfaits ? (Voix nombreuses : *Non !*) Vous a-t-elle calmés ? (*Non ! Non !*).

Qu'allez-vous donc dire quand vous serez de retour chez vous, en parlant de ce congrès ? Ne serez-vous pas forcés de dire que les membres de l'opposition ressassent leur vieille rengaine, persévèrent dans leurs opinions erronées ? Savons-nous ce qu'ils ont l'intention d'entreprendre au lendemain du congrès ? Non. Quant à nous, bornons-nous à faire ce qui dépend de nous, c'est-à-dire faisons la lumière sur la situation et voilà tout.

Nous sommes prêts cent fois à oublier le passé mais nous ne cesserons jamais de nous rappeler les principes mêmes du bolchevisme. (*Applaudissements*.)

Nous sommes profondément convaincus, camarades, que le « Cours Nouveau » n'est pas une œuvre bolchevique. Nous sommes parfaitement sûrs que la voie qui y est indiquée n'est pas notre voie, que ce n'est pas celle que nous devons emprunter.

Nous sommes absolument certains que les progrès économiques décident maintenant de tout le reste. Et le menchevik a raison de dire que non seulement une régression mais même un piétinement sur place d'un an ou de deux ans, nous causerait des difficultés énormes, politiquement parlant.

*Il nous faut travailler pour qu'il n'y ait ni régression ni stagnation, mais pour que nous avançons rapidement.*

Je ne répondrai rien à toutes les bêtises qui ont été débitées au sujet du plan. Ici se sont réunis des gens d'action et de vie. Ils savent que le plan, c'est le rouble stabilisé, ce sont les transports, c'est le charbon, le naphte, la récolte, l'exportation. Les camarades savent que nous sommes allés au Comité Central pour essayer par tous les moyens d'appliquer le plan effectivement. Inutile de perdre notre temps à en parler ici. Il s'agit de ne pas reculer économiquement, et de ne pas piétiner sur place non plus. Voilà notre objectif politique essentiel, et pour le réaliser il nous faut 100 % d'unité bolchevique. Ce congrès l'incarne parfaitement. (*Tempête d'applaudissements*.)

*Une théorie devient une puissance matérielle si elle s'empare des masses.*

K. MARX.

# La Concentration dans l'Industrie Métallurgique Française

Le retour de l'Alsace-Lorraine dans l'unité économique française, a fait de la France une des principales puissances métallurgiques du monde.

Ainsi, pour une production totale d'acier fondu en France en 1923 de 3.587.019 tonnes, la Lorraine en a produit 1.146.504 tonnes.

Un progrès constant se manifeste dans la production métallurgique française, et sa concurrence s'est déjà faite sentir sur les marchés britanniques et américains.

## Les principaux groupes métallurgiques français, Schneider et Cie (Le Creusot)

Nous placerons en tête de l'industrie métallurgique française, la vieille firme *Schneider et Cie*.

Cette entreprise métallurgique qui peut être considérée comme la plus importante de France, a été fondée en 1782 pour assurer la fabrication des canons, et fut subventionnée par le gouvernement de Louis XVI.

Les résultats n'ayant pas été brillants, la liquidation de cette affaire eut lieu, et elle fut acquise en 1836 par les maîtres de forges lorrains Adolphe et Eugène Schneider qui la transformèrent en société en commandite au capital de 4 millions de francs.

Ce capital fut porté à 27 millions en 1873, et à 36 millions en 1913, chiffre qu'il représente actuellement. Les obligations émises, représentent plus de 23 millions de francs, et les réserves plus de 174 millions. Le bilan de 1922 accusait un actif de 750 millions de francs.

La ville du Creusot dont la population s'élève à 38.000 habitants, et où se trouvent les principaux établissements de *Schneider et Cie*, est située à environ 240 kilomètres au sud-est de Paris.

Les usines du Creusot, où sont employés 18.000 ouvriers, comprennent : des batteries de four à coke, des hauts fourneaux, des aciéries, des laminoirs, des fonderies de fer et de bronze ; fabrication de canons légers et lourds, de plaques de blindage, de munitions de tout calibre, de rails, de moteurs à gaz et Diesel, de turbines, de dynamos, de matériel d'usines, de machines outils et de toutes constructions mécaniques en général.

La production des fours à coke est de 250 tonnes par jour, celle des aciéries, de 300.000 tonnes par an ; les ateliers de fabrication de locomotives peuvent livrer 35 locomotives lourdes par mois.

Dans les usines de Chalon-sur-Saône, à 33 kilomètres du Creusot, sont employés 3.000 ouvriers qui assurent la fabrication de chaudières, de dragues, de machines de navires, de sous-marins, de remorqueurs, de matériel de chemin de fer et d'artillerie.

D'autres usines se trouvent à Champagne-sur-Seine et construisent : matériel électrique, matériel de mines ; d'autres au Havre, à Harfleur (canons et polygone d'essai, tubes lance torpilles, moteurs Diesel, moteurs d'aviation, moteurs électriques, machines agricoles) ; d'autres, à Perréuil (produits réfractaires) ; d'autres, à La Lande-lès-Maures sur les bords de la mer Méditerranée (mines flottantes, petits moteurs électriques, torpilleurs) ; d'autres,

à Bordeaux (douilles de cartouches, alliages zinc et aluminium, tubes, etc.) ; d'autres, au Creux-Saint-Georges, près de Toulon (essais de sous-marins).

Dans la société *Schneider et Cie*, se trouvent des personnalités influentes du monde de la finance, par exemple : le baron de Neuflize de la banque *De Neuflize et Cie*, de la *Banque de France*, de la *Banque Impériale Ottomane*, etc., et Lucien Villars, président d'honneur de la *Banque de l'Union Parisienne*, capital 150 millions de francs, président de l'*Astra Romana* et de la *Société pour l'Exploitation des pétroles*, toutes deux filiales du puissant trust du pétrole *Royal Dutch-Shell*.

## Les participations financières de Schneider et Cie

En dehors de leurs propres établissements, *Schneider et Cie* ont depuis longtemps adopté la méthode consistant à s'intéresser à de nombreuses entreprises industrielles en France et à l'étranger, entreprises entretenant avec eux des relations comme fournisseurs ou comme clients.

Cette façon d'opérer a plusieurs avantages. Elle permet de se procurer des matières premières à des prix peu élevés, en passant des contrats avantageux avec des firmes dont on possède le contrôle financier, d'écouler les produits à des conditions non moins avantageuses dans des sociétés où le conseil d'administration est également acquis à la grande firme qui a jeté son dévolu sur l'entreprise.

En fin de compte, ce sont les ouvriers des entreprises ainsi désavantagées qui font les frais de l'exploitation plus ou moins déficitaire ; tandis que les actionnaires non initiés dans ces combinaisons se trouvent parfois dépouillés de leurs capitaux engagés dans ces affaires.

Des éventualités de ce genre se sont déjà présentées dans des entreprises contrôlées par *Schneider*, telles que les *Acieries du Chili*, la *Société du Port de Rosario* (Brésil), les *Hauts Fourneaux de Caen* ; les actionnaires durent laisser entre les griffes des magnats de la métallurgie, et leurs capitaux, et les entreprises qu'ils avaient contribué à fonder.

Les grands capitaines d'industrie tendent à exploiter jusqu'au maximum les travailleurs qui assurent le fonctionnement de leurs entreprises ; mais ils cherchent aussi à dépouiller les petits et moyens porteurs de capitaux qui ont, dans la plupart des cas, apporté la majeure partie du capital social.

Ces petits et moyens porteurs ne peuvent lutter à armes égales contre les magnats de la métallurgie et de la finance, qui, par les moyens financiers et l'influence dont ils disposent, arrivent rapidement et avec peu de capitaux à contrôler et à diriger les entreprises qui peuvent les intéresser.

Eugène Schneider, le gérant et principal co-société de *Schneider et Cie*, est :

Président de la *Société des Chantiers et Ateliers de la Gironde*, capital 37.500.000 francs, qui comprend les chantiers et ateliers de Bordeaux, les chantiers navals d'Harfleur, les ateliers du



Temple à Cherbourg (construction de navires de guerre et de commerce, chaudières et machines) ;

Président de la *Société Métallurgique de Knutange*, capital 75 millions de francs ; usines à Nilvange (Lorraine), qui comprennent dix hauts fourneaux, convertisseurs, plusieurs trains de laminoirs, et dont la production en 1921 s'élevait à 198.590 tonnes de fonte et à 173.570 tonnes d'acier ; 3.520 ouvriers y sont employés ;

Administrateur de la *Société Normande de Métallurgie*, capital 100 millions, qui possède 6 hauts fourneaux, 6 batteries de fours à coke, 3 convertisseurs, 5 fours Martin, laminoirs, etc. ;

Gérant de la *Société en commandite De Wendel et Cie* capital 28 millions, qui emploie 3.100 ouvriers ;

Administrateur de la *Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée* (P.-L.-M.), capital 400 millions de francs ;

Administrateur de la *Banque de l'Union Parisienne*, capital 150 millions ; du *Crédit Lyonnais*, cap. 250 millions ; de la *Société Franco-Suisse pour l'Industrie Electrique*, capital 25 millions de francs suisses, à Genève ;

Président de la *Société des Etablissements Skoda*, en Tchéco-Slovaquie, cap. 449 millions de couronnes, qui occupent 18.000 ouvriers, et qui constituait la principale fabrique de canons et de matériel de guerre de l'ex-empire austro-hongrois ;

Président de la *Société Métallurgique de Terres-Rouges* (Luxembourg), capital 100 millions de francs : 11 hauts fourneaux, scieries, laminoirs, etc., etc. ;

Président de la *Société anonyme des Mines et Acieries*, à Brno (Tchéco-Slovaquie), cap. 76 millions de couronnes, qui englobe des mines de fer, des fonderies, des scieries et des laminoirs ;

Administrateur de l'*Union Européenne Industrielle et Financière*, cap. 75 millions de francs, qui comprend :

Les *Etablissements Skoda*, cités plus haut ; la *Osterreichische Berg und Hüttenwerk Gesellschaft* (houillères, mines de fer, hauts fourneaux) ; la *Société des Forges et Acieries de Huta-Bankowa* (Pologne), capital 80 millions de francs ; la *Banque Générale de Crédit Hongrois*, cap. 420 millions de couronnes, à Budapest.

Président de la *Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'artillerie* (S.O.M.U.A.), cap. 44 millions de francs, qui comprend plusieurs usines fabriquant des machines et outils agricoles, des machines hydrauliques, des tracteurs, des canons, des fusées, des obus, etc.

Cette liste déjà longue représente la plupart des entreprises où le chef de la maison Schneider siège dans le Conseil d'administration. Elle ne donne pas cependant toutes les entreprises contrôlées par cette puissante firme.

Le comte Armand de Saint-Sauveur, beau-frère de Eugène Schneider et directeur général adjoint des Etablissements Schneider, siège dans les Conseils d'administration suivants :

*Banque Franco-Japonaise*, cap. 25 millions de francs ;

*Compagnie des Messageries Maritimes*, capital 75 millions, qui est la plus importante Compagnie de navigation française, assurant les relations avec l'Orient, l'Extrême-Orient et l'Afrique du Nord ;

La *Société anonyme du Port franc de Budapest*, cap. 100 millions de couronnes, qui a entrepris l'agrandissement du port de Budapest et son exploitation.

Le comte de Saint-Sauveur occupait, avant la Révolution russe, une fonction importante aux Etablissements Poutiloff, à Pétrograd.

M. J. Aubrun, directeur général des Etablissements Schneider, représente cette firme dans :

La *Société Française de Constructions mécaniques*. (Etabl. Cail), cap. 30 millions, qui est spécialisée dans la construction de matériel roulant de chemins de fer (locomotives, wagons, etc.) ;

La *Compagnie Marocaine*, cap. 20 millions, qui possède au Maroc de nombreux comptoirs commerciaux ;

L'*Energie Electrique Rhône et Jura*, cap. 18 millions, qui exploite des chutes d'eau dans la région des Alpes et du Jura.

*Schneider et Cie* sont encore représentés dans : La *Société d'Optique et de Mécanique de haute précision*, à Paris ;

La *Société Normande de Constructions navales*, cap. 25 millions ;

La *Société Provençale de Constructions navales*, cap. 10 millions ;

La *Société « Le Matériel Roulant »*, cap. 19 millions ;

La *Société de Précision mécanique, les Forges de Vouillé* ;

La *Société des Moteurs frigorifiques*.

Ils possèdent le contrôle des *Etablissements Delaunay-Belleville* (chaudières), cap. 21.800.000 fr. ; des *Automobiles Delaunay-Belleville*, cap. 7 millions 500.000 francs ; des *Etablissements De Dion-Bouton* (automobiles), cap. 15 millions, et une large part d'intérêts dans la *Société pour l'Electrification des Chemins de fer français*, où est représentée la *Compagnie française pour l'Exploitation des procédés Thomson-Houston*, cap. 250 millions de francs, dont J. Pierpont Morgan and Co, de New-York, et Loucheur, de Paris, se partagent le contrôle ; dans la *Compagnie industrielle de Travaux d'Edilité* (travaux publics) ; dans les *Ateliers et Chantiers de Bretagne*, cap. 12 millions ; dans la *Société de Construction de Locomotives* (Bâtignolles-Châtillon), cap. 23 millions.

On retrouve les Schneider dans *The Orient Railway Company* (Budapest), dont ils ont acheté 51.000 actions de 300 francs chacune.

Ils contrôlent les *Tréfileries du Havre*, capital 90 millions, qui possèdent des intérêts dans :

Les *Hauts Fourneaux de la Chiers*, cap. 12 millions ; la *Société Lorraine Minière et Métallurgique*, cap. 4 millions ; *Société des Produits Chimiques et Electro-Métallurgiques d'Alais, Froges et Camargue*, cap. 160 millions ; mines de lignites et bauxites ; usines hydro-électriques, dont neuf dans les Alpes et une dans les Pyrénées (l'ensemble de ces chutes d'eau donne une puissance annuelle moyenne de 500 millions de kilowatts) ; six usines thermiques situées en Provence et dans la région industrielle de Saint-Etienne ; domaine agricole en Camargue au bord de la Méditerranée ; production d'aluminium et alliages d'aluminium, acier électrique, aciers spéciaux, bauxite, alumine, acides, chlorures, sulfates, etc. ; nombre d'ouvriers : 3.600 ;

*Société del Alumini italiana* (aluminium) ; *Tréfilerie et Laminatori di Metalli* ; *Société Espagnole de Constructions électro-mécaniques* ; *Société des Applications industrielles*, cap. 16 millions (entreprises électriques) ; *Société des Lignes Télégraphiques et Téléphoniques* ; *Corderies de la Seine* ; *Société Norvégienne des Nitrures*.

*Schneider et Cie* possèdent également des intérêts dans l'Europe Centrale, en plus des entreprises dont ils possèdent le contrôle direct. Et cela peut contribuer à expliquer l'influence de la diplomatie française en Tchéco-Slovaquie, dont les ressources économiques se trouvent en grande partie entre les mains de capitalistes étrangers, français pour la plupart.

La *Zivnostenka Banka* de Prague se trouve dans l'orbite des *Schneider* ; son vice-président, le Dr Jaroslav-Preiss, est vice-président délégué des *Etablissements Skoda*, cités plus haut.

La *Zivnostenska Banka*, qui est une des principales puissances financières de l'Europe Centrale et contrôle la majeure partie de l'activité industrielle de la Tchéco-Slovaquie. Elle étend son influence par les filiales suivantes :

La *Ceska Prumyslova a Hospodarska Banka* de Prague ; la *Oesterreichische Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe* de Vienne ; la *Niederösterreichische Escompte Gesellschaft* de Vienne ; la *Banque Roumaine pour le Commerce et l'Industrie* de Bucarest ; la *Banque Slovène* de Belgrade ; la *Banque Roumaine de Commerce et de Crédit de Prague*, à Bucarest, qui contrôle la *Banca Romana de Comert*, de Jassy ; la *Banka Portulin*, à Brayla ; la *Banca Dunarca*, à Giurgu.

La *Zivnostenka Banka* est alliée à la *Banque Industrielle de Bohême*, à Prague, cap. 210 millions de couronnes, qui contrôle la *Banque Industrielle Ungaro-Tchèque* (Yougo-Slavie) ; elle patronne un puissant syndicat financier qui doit réunir les *Usines Slovaques de Harnadthal*, les *Charbonnages et Usines du Domaine de Cobourg*, et les *Ateliers Slovaques de la Société Runa Murany et Salzo Tarjan*.

Si nous passons en Pologne, nous retrouvons *Schneider* dans la *Société de Huta-Bankowa*, capi-

tal 80 millions de francs, déjà citée, qui possède quatre filiales :

1. Les *Acieries du Donetz*, dont le rapport du Conseil d'administration signale que, étant situées en Russie soviétique, il n'y avait plus qu'à attendre la restitution ;

2. Le *Charbonnage de Comte-Renard*, qui est une des plus importantes exploitations polonaises, et qui s'est adjoint une fabrique de tubes pour l'industrie pétrolière. Cette entreprise possède, en outre, une boulangerie, une brasserie, une briqueterie et une station centrale électrique qui fournit le courant à la ville de Sosnowice (Pologne) ;

3. La *Société Minière Franco-Russe*, qui extrait environ 350.000 tonnes de houille par an, et qui exploite également des mines et usines de zinc ;

4. La *Société de Novo-Radowsk*, qui exploite une usine de constructions métalliques et de matériel agricole. Ses matières premières viennent de la *Huta-Bankowa*, qui, située sur le bassin houiller de la *Dombrowa*, est un établissement métallurgique complet (mines de houille, mines de fer, hauts fourneaux, fours Martin, laminoirs).

Avant la Révolution, cette société employait surtout le minerai de fer de Krivoi-Rog (Russie), et elle voudrait bien pouvoir en user à nouveau.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir donné ci-dessus toutes les entreprises qui se trouvent, directement ou indirectement, entre les mains de *Schneider et Cie* ; mais cela permet cependant de donner une idée de la puissance formidable dont disposent ces magnats de la Métallurgie.

Nous continuerons notre étude dans un prochain article en montrant les intérêts représentés par l'association *Schneider-de Wendel* dans différentes affaires métallurgiques et dans la *Banque de l'Union Parisienne*, qui est intéressée dans la métallurgie et les affaires pétrolières.

DUPLIEX.

## L'évolution du Fascisme en Italie

**Comment le Fascisme est arrivé au pouvoir. — Une expérience ratée. — Le prolétariat reprend la lutte.**

L'assassinat du député socialiste italien Matteotti a produit une impression d'horreur dans les différents pays et provoqué une protestation générale en Italie. La presse et le gouvernement fascistes ont réprouvé le crime « inutile et nuisible ». La presse et les groupements d'opposition sont allés jusqu'à réclamer la démission du gouvernement fasciste, responsable direct de l'assassinat. Les classes prolétariennes ne sont pas restées indifférentes ; elles ont montré résolument leur volonté de lutte : des grèves spontanées (même parmi les travailleurs adhérents aux corporations fascistes) ont éclaté à Rome, Genes, Milan, Turin et dans d'autres centres prolétariens. Mais l'intervention des réformistes de la C. G. T. italienne n'a pas permis à ces mouvements de s'étendre à tout le pays.

Comment expliquer cette réprobation générale, ainsi que la volonté décisive de lutte des classes prolétariennes ? Pourquoi des discours d'opposi-

tion ont-ils été prononcés au Sénat ? (Albertini, Abbiate, Sforza) ? Pourquoi n'avons-nous pas été témoins de manifestations analogues lors des assassinats du député socialiste Di Vagno (1921), du candidat maximaliste Piccini (élection du 6 avril 1924) à propos d'autres « faits » aussi graves ?

Certes, l'homme qui vient d'être assassiné jouissait d'une notoriété politique considérable, mais ce n'est là, croyons-nous, qu'un facteur secondaire. La réaction de la classe ouvrière contre ce crime fasciste ne s'explique que par la faiblesse inhérente au régime fasciste.

••

Tout le monde sait comment le fascisme s'est affirmé en Italie et comment il est arrivé au pouvoir. Mouvement exclusivement anti-socialiste et anti-matérialiste, il fit du patriotisme un monopole et renia la lutte de classes qui devait faire place à une « collaboration intelligente entre le capital et le travail dans l'intérêt supérieur de la patrie ». Organisé militairement, il arriva à détruire les organisations des travailleurs : coopératives, Maisons du peuple, sièges des organisa-

tions politiques et syndicats. Pour cette lutte, qui devait écarter le « danger bolcheviste » et la révolution prolétarienne, il obtint l'appui financier des agriculteurs et les industriels et l'impunité du gouvernement « démocratique et constitutionnel ». Par cette abdication du pouvoir en faveur des fascistes, l'Etat démocratique se discrédita et donna la sensation que la force était la seule « loi » qu'on devait prendre au sérieux.

Le fascisme eut ainsi la possibilité d'entretenir une mentalité soi-disant héroïque et guerrière.

Dans cette période (1921-1922), la crise économique prit un caractère de plus en plus aigu et, par suite, le chômage et la misère augmentèrent d'une façon épouvantable. Démoralisée et découragée tout d'abord, opprimée et épouvantée ensuite par la violence fasciste, le prolétariat abandonna ses organisations de classe et renonça à la lutte. Autour des fascistes se groupèrent les anciens officiers licenciés restés sans occupation, les classes moyennes et, en général, tous les mécontents. L'aberration du sentiment patriotique amena au fascisme les étudiants et les universitaires. Aussi le fascisme arriva-t-il en une année et demie à rallier environ cinq cent mille adhérents.

La grève « légale » du mois d'août 1922 (voulu par les réformistes, qui cherchaient à influencer le règlement de la crise du ministère Facta) permit au fascisme d'engager la lutte sur l'échelle nationale avec son organisation armée, d'autant plus audacieuse qu'elle était sûre de l'impunité. C'est à ce moment que le fascisme lança au gouvernement son fameux ultimatum : « Ou bien le gouvernement mettra fin à la grève en 48 heures, ou bien le fascisme entrera en action ». Le gouvernement se trouvant impuissant à faire cesser la grève, le fascisme intervint et put ainsi « conquérir » les provinces qui avaient jusque-là échappé à son joug, et en particulier le Latium et la Ligurie.

Pour la commémoration de l'armistice (4 novembre 1922), le fascisme organisa une grande démonstration à Rome. Une nouvelle crise du gouvernement Facta s'étant déclarée, il organisa la marche sur Rome, qu'il occupa sans coup férir.

Dominée par le fascisme, qu'elle avait créé comme instrument d'oppression de la classe prolétarienne, la bourgeoisie italienne dut alors lui céder le gouvernement, dont Mussolini s'arrogea la direction. Telle fut en somme la soi-disant révolution fasciste.

Au cours de la marche sur Rome, d'imposantes manifestations se déroulèrent dans les principales villes d'Italie. Les bourgeois exprimaient leur gratitude aux fascistes qui avaient muselé les « ennemis de la patrie » ; les petits propriétaires terriens et les commerçants remerciaient le fascisme d'avoir détruit les coopératives « rouges », convaincus que le nouveau gouvernement allait diminuer les impôts qui pesaient si lourdement sur eux ; les employés et les chômeurs lui demandaient du travail et de meilleures conditions de vie.

La classe laborieuse seule ne participait pas à ces manifestations.

Les travailleurs restaient les vaincus : beaucoup d'entre eux s'étaient réfugiés à l'étranger, un grand nombre étaient incarcérés. Les autres étaient épouvantés par la terreur fasciste et ne pouvaient avoir aucune confiance en un gouvernement qui s'instaurait par la violence et se dressait exclusivement contre la classe laborieuse. C'est surtout dans les régions agricoles que la

terreur fasciste fit rage ; le soir on éteignait toutes les lumières et chaque maison était soigneusement verrouillée : à la vue de la casaque fasciste ou au bruit d'un camion (les fascistes se servaient de camions pour les expéditions punitives) les habitants s'enfuyaient épouvantés.

Dans ces conditions, Mussolini put affirmer que la nation était avec le fascisme et que pendant soixante ans on n'entendrait plus parler de crise gouvernementale. On déclara finis les hommes politiques bourgeois ainsi que la révolution bolcheviste vaincue par la « merveilleuse révolution fasciste et reniée par les classes prolétariennes qui se ralliaient à la patrie. » Le Pape déclara que Mussolini « était l'envoyé de Dieu ».

Il ne devait pas en être ainsi. Il était à prévoir que le mouvement fasciste — sans programme idéologique et composé d'éléments hétérogènes à intérêts différents et même contraires — allait bientôt se désagréger, et d'autant plus rapidement qu'il assumait la responsabilité du pouvoir.

Maître du Trésor, le fascisme répartit les fonctions et les appointements entre ses fidèles. Des hommes incompetents furent élevés à des postes ministériels (Rossi et Michele Bianchi) et autres où ils démontrèrent leur incapacité et leur haine aveugle du prolétariat. Ainsi, le médecin Torre placé à la direction des chemins de fer se distingua par la révocation de 40.000 cheminots coupables d'avoir participé aux grèves.

Pour conquérir l'opinion publique, le fascisme acheta et fonda plusieurs journaux. Le *Secolo* et l'*Ambrosiano* à Milan, l'*Epoca*, le *Nuovo Paese*, l'*Impero*, le *Corriere Italiano* à Rome, le *Cremona Nuova* à Crémone, le *Giornale di Genova* à Gènes, l'*Assalto* à Bologne, le *Piemonte* à Turin, etc... devinrent des quotidiens fascistes qui se firent les échos du *Popolo d'Italia* et se bornèrent à répéter les aphorismes du « Duc ».

Le gouvernement fasciste prononça la dissolution de la *Guarda Reggia* et le remplaça par des détachements fascistes qui constituèrent une milice payée par l'Etat et au service de Mussolini. Le fascisme eut ainsi la possibilité de caser des milliers de ses adhérents auxquels il distribuait généreusement grades militaires et appointements. Des hommes qui n'avaient jamais été soldats pendant la guerre furent nommés capitaines majors et même généraux : d'autres, comme Italo Balbo, lieutenant pendant la guerre, furent bombardés généraux en chef.

Il est impossible d'énumérer tous les passe-droits et faveurs scandaleux dont le fascisme fit bénéficier ses adhérents : les affaires Finzi, Filippelli, Rosi, Marinelli, Dumini, etc., relatées par la presse, ne sont que de pâles illustrations de ce régime de corruption.

Seuls les travailleurs, les petits propriétaires terriens et les commerçants furent oubliés. Les impôts ne cessèrent d'augmenter, le chômage s'accrut de jour en jour. Favorisés par la nouvelle situation, les patrons se mirent à réduire les salaires et à allonger la journée de travail. Le coût de la vie arriva à son maximum : il atteignit le double de ce qu'il est en France.

Par contre on abolit le contrôle sur les loyers dont on laissa la fixation à l'arbitraire des propriétaires de maison : les nouvelles constructions ne furent pas assujetties à l'impôt et le ministère du Travail fut supprimé. La déclaration par laquelle Mussolini s'engageait à relever de 0 fr. 50 en trois mois le cours de la lire resta une promesse pure et simple.

Le mécontentement commença à se manifester

même parmi ceux qui avaient acclamé le fascisme; mais la violence systématique étouffa toute liberté de parole : on n'eut que la liberté d'être fasciste.

La crise ne tarda pas à atteindre les cadres fascistes eux-mêmes : l'ivresse de la victoire dissipée, les divergences d'intérêts et de conceptions politiques de ceux qui s'étaient unis dans le fascisme pour la lutte contre le prolétariat se manifestèrent bientôt. Deux courants se dessinèrent dans le fascisme : un courant sanguinaire composé de monarchistes convaincus, partisans résolus de la violence ; un autre courant conciliant, démocratique et favorable à la légalité. Entre ces deux mentalités (qui représentaient des intérêts divers) la lutte ne tarda pas à commencer : déjà au printemps de 1923, les expulsions de Baseggio et Gattelli, puis les exclusions du député fasciste Misuri, de Sala et de Cesaro Forni et la crise continue de la Fédération fasciste de Turin en sont des symptômes manifestes.

Une partie de la moyenne bourgeoisie composée des anciens combattants et des déçus de la guerre — trahie dans ses aspirations — exigea plus de liberté, d'abord en lançant des mots d'ordre isolés et spontanés (cas Rossetti), puis se donna une organisation à base nationale : L'Italia Libera. Sous les coups de la réaction fasciste, les social-démocrates de la C.G.T. italienne se rapprochèrent de plus en plus du « vainqueur ». Le parti maximaliste se borna à demander le respect de la liberté et de la Constitution de la monarchie italienne.

La bourgeoisie de gauche, d'abord reconnaissante aux fascistes pour avoir endigué le « danger bolchevique », fit bientôt paraître ses divergences avec le fascisme au pouvoir et se mit à défendre les idées démocratiques contre la dictature.

Au moment de la marche sur Rome, le Parti communiste s'était déjà donné une organisation illégale et eut ainsi la possibilité de maintenir ses cadres et de faire fonctionner ses organes ; de la sorte, il ne perdit pas contact avec les militants et la partie du prolétariat en lutte. C'est ainsi que les nombreuses arrestations opérées par le gouvernement fasciste, surtout parmi les camarades de la centrale du Parti pendant le mois de février 1923 n'ont pas paralysé le fonctionnement du Parti. Parallèlement à la désagrégation progressive du régime fasciste une recrudescence de la combativité de la moyenne bourgeoisie et des classes laborieuses se manifesta peu à peu. Les élections du 6 avril 1924 marquent une étape considérable dans ce sens.

Les voix des communistes, maximalistes et unitaires réunis dépassent celles recueillies par le parti socialiste (le seul parti prolétarien de l'époque) pendant la campagne électorale de 1919. Le Parti communiste est le seul parti de l'opposition dont le nombre des mandats au Parlement a augmenté ; les maximalistes et les réformistes voient leurs mandats réduits de moitié. Pendant la campagne électorale les travailleurs purent se compter. Au cours des épisodes violents de la campagne électorale ils étaient déjà revenus de leur désarroi et commencèrent à riposter aux fascistes : ceux-ci furent battus à plusieurs reprises. Après s'être comptés, les ouvriers s'aperçurent que le prolétariat était de nouveau prêt à la lutte : les mauvaises conditions économiques et politiques causées par le fascisme poussèrent les ouvriers à la révolte.

L'indignation et la souffrance des ouvriers étaient à leur comble, lorsque l'assassinat du

député Matteotti fit déborder la coupe. Le fascisme en reçut un coup décisif.

Les maximalistes et les social-démocrates se rallièrent à l'opposition bourgeoise préconisant une action exclusivement parlementaire. Les communistes furent exclus du « cartel des gauches » parce qu'ils proclamaient la grève générale pour le renversement du gouvernement fasciste.

A l'occasion de la commémoration du député Matteotti, la C.G.T. italienne déclara une grève générale de 10 minutes qui fut réduite à 2 minutes pour le service public, à l'exception encore des cheminots et des employés des P.T.T. qui ne devaient pas entrer en lutte. L'opposition bourgeoise, les syndicats patronaux et même la centrale des syndicats fascistes s'unirent aux social-démocrates pour cette « grève générale de protestation » limitée et opposée à la grève de 24 heures préconisée par les communistes. Les réformistes de la C.G.T. italienne s'acoquinèrent ainsi à Mussolini et se préparèrent à marchander sur le cadavre de Matteotti un portefeuille de ministre pour Baldesi ou Colombino.

Dans toute cette crise, le Parti communiste a montré qu'il est le seul parti décidé à entraîner le prolétariat dans la lutte. La sympathie des masses laborieuses pour le Parti communiste s'accroît de plus en plus. Les ouvriers commencent à le considérer comme le seul parti du prolétariat qui n'a rien de commun avec la bourgeoisie. Au mot d'ordre du Parti communiste, les invitant à la grève générale, les masses ont répondu avec enthousiasme en dépit de tous les appels à la discipline venant des chefs réformistes. La partie du prolétariat italien qui est entrée en lutte estime, d'accord avec le Parti communiste, que le fascisme, comme toute autre forme d'oppression capitaliste, ne peut être renversé que par la force organisée du prolétariat.

Le jour d'un gouvernement légal et démocratique ne tardera pas à venir. De toute façon la crise fasciste est ouverte définitivement.

FERRUCCIO.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

### ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	9 »
6 mois .....	13 »	17 »
12 mois .....	26 »	34 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

# Pourquoi le Capitalisme allemand accepte-t-il le Rapport des Experts?

## L'éternelle histoire de Shylock et du Marchand de Venise

Mais pourquoi le capitalisme allemand accepte-t-il ces propositions des Experts qui doivent aboutir à sa mise en tutelle ? Comment l'industrie allemande peut-elle consentir à ce que son développement dépende désormais de la permission de ses concurrents ?

Ce serait incompréhensible, si on ne savait en quelle situation se trouve aujourd'hui la bourgeoisie allemande. La société bourgeoise allemande ne vit plus que par miracle. Elle n'a pu échapper à la Révolution prolétarienne, inéluctable si le mark avait continué sa chute, qu'en stabilisant sa monnaie par la création du Rentenmark. Celui-ci, depuis plus de six mois, est maintenu en équilibre, mais c'est un équilibre instable, qui ne peut plus durer longtemps.

## Plus de Rentenmarks pour l'Etat, ni pour l'industrie

On ne pouvait assurer une stabilisation, même momentanée, du Rentenmark qu'à la condition qu'il ne fût émis qu'une quantité très restreinte des nouveaux billets. Aussi des limites précises furent-elles fixées, tant pour le nombre de Rentenmarks qui pourraient être avancés à l'Etat que pour le nombre de ceux qui pourraient être avancés à l'industrie par l'escompte des effets de commerce.

Or, depuis le début de juin, la première limite, fixée à 1.200 millions de marks, est atteinte : l'Etat ne peut plus désormais emprunter un sou de plus à la Rentenbank. Il lui est donc impossible de faire face aux charges de son budget, si la rentrée des impôts est tant soit peu inférieure aux dépenses. Comme c'est le cas, comme le budget du Reich est loin d'être en équilibre, l'Etat allemand se trouve devant le dilemme : ou cesser d'assurer les services — et c'est la faillite avouée — ou élever la limite fixée pour les avances de la Rentenbank ; mais c'est alors compromettre irrémédiablement la confiance dans la nouvelle monnaie et provoquer un effondrement du Rentenmark aussi rapide que celui du mark l'année dernière, ce qui, cette fois, entraînerait inévitablement la Révolution.

Quant à la limite fixée pour les avances de l'industrie, elle est encore loin d'être atteinte, les dirigeants de la Rentenbank ayant jugé qu'il fallait rester fort au-dessous de cette limite si l'on voulait assurer la stabilité du Rentenmark ; mais la restriction considérable de crédits qui en est résultée a produit dans l'industrie allemande une crise terrible qui ne peut, elle aussi, durer longtemps sans amener la fin du régime. Des sociétés industrielles de premier ordre, comme celles qui exploitent les mines de cuivre du Mansfeld, les riches gisements de potasse de Stassfurt, etc., ont dû demander leur mise en état d'« administration judiciaire », nouvel euphémisme pour désigner la faillite.

Ainsi de deux côtés à la fois, le capitalisme allemand se trouve acculé dans une impasse : son Etat et son industrie n'ont plus le sou, l'un et l'autre ne pourraient s'en procurer qu'en faisant à nouveau s'écrouler la monnaie ; mais cela comporte pour eux un risque terrible qu'ils ne veulent pas courir une seconde fois.

Ils sont donc pris « à la gorge » ; ils sont donc mûrs pour l'usurier.

## Où apparaît Shylock

Celui-ci est apparu par l'entremise de la Commission des Experts.

La Commission des Experts est une création de la Finance. Le projet des Experts a été fait dans l'intérêt de l'ensemble de l'économie anglo-américaine, aussi bien dans l'intérêt de l'industrie ou du commerce que dans celui de la banque ; mais ce sont les banquiers qui ont dirigé la manœuvre. On y reconnaît leur marque. Les manières de faire du Comité des Forges ne sont point leur fort. L'homme d'argent ne se présente point en conquérant ; il propose de rendre service. Il ne dit point : « je veux », mais : « j'offre ». C'est en offrant de « reconstruire » l'économie allemande, que les Experts entreprennent de la ligotter. C'est en offrant au capitalisme allemand quelques centaines de millions de marks pour le sauver de la faillite que le capitalisme anglo-américain compte pouvoir passer sans résistance au cou de son rival la solide chaîne que nous avons décrite.

La finance anglo-américaine offre immédiatement au capitalisme allemand un emprunt de 800 millions de marks-or pour l'Etat, 300 millions de marks-or pour former le capital de la Nouvelle Banque d'émission, 2 milliards de marks-or comme souscription aux actions de préférence de la future Compagnie de chemins de fer (sur lesquels 500 millions seront à la disposition de l'Etat et le reste à celle des chemins de fer) ; au total, 3 milliards 100 millions de marks-or, soit quelque 13 milliards de francs au cours actuel du change.

En outre, pour plus tard, si l'Etat allemand se montre bien docile, on pourra lui racheter au fur et à mesure de ses besoins les 13 milliards de marks d'actions ordinaires de la Compagnie de chemins de fer qu'on lui remet dès maintenant gratuitement.

C'est donc un flot d'or qu'on fait miroiter aux yeux de cet Etat qui ne sait pas comment demain il paiera ses fonctionnaires, et de ces industriels qui ne savent pas comment, à la fin du mois, ils feront face à leurs échéances. Dès lors, comment voulez-vous qu'Etat et industriels n'acceptent pas ? Comment voulez-vous qu'ils ne se précipitent pas goulûment sur l'appât qui leur est offert ?

Aussi est-ce en toute hâte que le capitalisme allemand rédige les projets nécessaires à la mise à exécution du plan qui doit le réduire à l'esclavage.

## Illusion de débiteur !

Est-ce à dire que celui-ci ne se rend pas compte du piège qui lui est tendu ? Nullement. Le piège est si apparent qu'il faudrait être aussi stupide qu'un social-démocrate pour ne pas l'apercevoir. Mais le noble marchand de Venise savait lui aussi que son ennemi, le juif Shylock, ne lui prêtait de l'argent que moyennant une livre de chair. Seulement, la condition lui semblait si dure, et surtout il avait un si pressant besoin d'argent qu'il pensait bien que Shylock ne lui réclamerait jamais son dû. L'industrie allemande fait de même : elle se complait à espérer qu'elle trouvera le

moyen, quand elle aura palpé les trois milliards, d'éviter que ses concurrents anglo-américains ne serrent le carcan qu'ils lui auront passé au cou.

Pure illusion !

Les très chrétiens capitalistes d'Angleterre et d'Amérique ont le cœur aussi dur que le juif Shylock, et les conflits entre Etats ne se dénouent point comme une comédie. Comment l'Angleterre, qui n'a pas hésité à faire la guerre, à perdre des centaines de milliers d'hommes et — ce qui lui est plus sensible — des centaines de millions de livres sterling pour tenter d'arrêter le développement économique de l'Allemagne, reculerait-elle quand elle n'aura plus besoin que de simples décisions de conseil d'administration pour atteindre son but !

En tant que puissances capitalistes intéressées à éviter toute extension de la révolution prolétarienne, l'Angleterre et l'Amérique ont un intérêt majeur à éviter la faillite du capitalisme allemand, et c'est pourquoi elles vont essayer de le sauver, mais en tant que puissances industrielles, auxquelles des débouchés mondiaux sont nécessaires, il leur faut écarter l'Allemagne du marché mondial. Elles le feront sans hésitation ni blessé. Elles utiliseront à fond les moyens que leur fournit le projet des Experts.

## L'aboutissement du rapport des experts

### *Guerre ou Révolution*

Arrivés au terme de cette étude, il nous reste à nous poser la question qui, en dernière analyse, est la seule qui importe : Quelles vont être, pour le prolétariat en général, et pour le prolétariat allemand en particulier, les conséquences de la mise en tutelle de l'économie allemande par le capitalisme anglo-américain ?

### **Le facteur population**

Lénine dit quelque part que le facteur social le plus important, celui qui, en définitive, détermine les autres, est le facteur *population*. Rien n'est plus juste.

Que le capitalisme anglo-américain applique le plan des Experts à la France au lieu de l'appliquer à l'Allemagne, qu'il empêche l'industrie française de se développer au-delà des limites où elle risquerait de devenir un concurrent dangereux, ce serait peut-être ennuyeux pour les capitalistes français, mais ce serait sans grande importance pour les ouvriers français. La France, dont la population, peu nombreuse déjà relativement à la richesse de son sol, diminue plutôt qu'elle n'augmente, peut parfaitement se contenter d'une grosse industrie faiblement développée travaillant presque uniquement pour les besoins du marché national. L'établissement de limites à son activité sur le marché mondial ne modifierait guère les conditions où la classe ouvrière française doit batailler contre ses patrons pour obtenir de meilleures conditions de vie. L'immigration de la main-d'œuvre étrangère en serait seulement sans doute ralentie.

La situation est toute différente en Allemagne.

L'Allemagne, qui avait 40 millions d'habitants au lendemain de la guerre de 1870, en avait 70 millions en 1914. Sa population augmentait de 500.000 habitants par an vers 1890 et de 800.000 en 1910. Il a donc fallu, pendant cette dernière période, fournir du travail à près d'un million d'hommes de plus chaque année. Cela ne fut possible que grâce au développement ultra accéléré de l'industrie germanique. La population s'accroissant de 10 % par an, l'industrie devait, elle

aussi, augmenter la grandeur de ses entreprises de 10 % par an. Il fallait que l'industrie allemande doublât sa fabrication en dix ans.

Dans la décade qui précéda la guerre elle y parvint facilement, et on a pu dire qu'il n'y avait point de surpopulation en Allemagne en 1914, toute la population trouvant facilement à s'employer, à tel point même que certaines grandes industries devaient faire venir de la main-d'œuvre de l'étranger.

Mais elle n'y parvint qu'en refoulant toujours plus le commerce anglo-saxon. Pour reprendre son ancienne place, celui-ci, devenu le maître des organes régulateurs de l'économie allemande, devra donc empêcher l'industrie allemande de marcher à son allure d'avant-guerre, ce qui signifiera pour une fraction considérable du prolétariat allemand la privation de toute possibilité de travail.

Que pourront faire alors ces prolétaires ? S'expatrier ?

C'était la solution qui avait été adoptée dans les premiers temps, alors que le développement de l'industrie ne parvenait pas encore à marcher de pair avec celui de la population, mais cette époque coïncidait avec celle où l'Amérique, alors en plein développement industriel et agricole, demandait des bras partout, à cor et à cris. Aujourd'hui, l'Amérique est fermée. Les Etats-Unis ont fixé à un chiffre ridiculement bas le nombre d'Allemands qu'ils autorisent à immigrer chaque année.

### **Deux solutions**

Il ne restera donc au prolétariat allemand, s'il ne veut point crever de faim devant ses usines arrêtées, que la ressource de la force.

Quelle force revêtira celle-ci ?

Sera-ce pour lui-même que le prolétariat allemand se battra, ou sera-ce encore une fois pour ses maîtres, les capitalistes ? Se battra-t-il simplement pour jeter au feu le rapport des Experts, ou élargira-t-il la lutte en détruisant jusqu'à la possibilité de tous nouveaux rapports d'experts par la destruction de la concurrence capitaliste ? Se contentera-t-il de libérer ses patrons des chaînes du capital anglo-américain, ou remplacera-t-il par la production organisée internationalement en vue de la satisfaction des besoins, la production anarchique faite en vue du profit ? La lutte, en un mot, revêtira-t-elle la forme de guerres nationales ou celle de la révolution sociale ? Qui la dirigera, les voelkisch ou les communistes ? C'est la chose qui dépend de facteurs tout autres que ceux auxquels a trait le rapport des Experts, nous ne nous en occuperons pas ici.

Mais la conclusion que nous sommes dès maintenant en droit de formuler, c'est que le rapport des Experts ne saurait inaugurer une période de paix et de tranquillité pour le monde. Les trois milliards avancés au capital allemand par la finance anglo-américaine peuvent écarter pour un court instant le spectre de la Révolution, ils peuvent redonner à l'économie capitaliste allemande, arrivée à la limite de l'épuisement par sa lutte contre le Comité des Forges, un renouveau d'activité d'un instant, mais comme cela doit être payé par une limitation permanente de la production de l'Allemagne, que cette limitation est incompatible avec le chiffre de la population, et qu'un peuple ne saurait se laisser mourir sans combattre, l'Allemagne sera rapidement acculée au dilemme : Guerre ou Révolution.

La mise en application du rapport des Experts aboutit nécessairement à l'un des termes de cette alternative ; elle ne peut aboutir ni à la Paix, ni à la Démocratie.

**R. LOUZON.**

# LA RUSSIE DES SOVIETS

## La vie sociale de l'U.R.S.S.

### L'arrivée à Moscou d'une commune suisse

Le deuxième groupe d'immigrants suisses ayant à leur tête le communiste Platten, vient d'arriver à Moscou. Les nouveaux arrivés ont formé la commune « Concorde » et se rendent dans le département de Simbirsk où des terrains leur ont été donnés.

Les Suisses entreprendront immédiatement les travaux de construction et d'organisation de l'économie rurale.

### Avant l'arrivée de la commune « Harold »

A Moscou, se trouvent actuellement les délégués de la commune agricole d'immigrés « Harold » qui s'est organisée à Chicago et qui a l'intention de se rendre prochainement en U. R. S. S.

Les délégués ont conclu un accord avec le commissariat de l'Agriculture, suivant lequel l'économie rurale « La Villégiature rouge », dans le département d'Odessa, sera mise à leur disposition. Il y sera établi une ferme modèle de laiterie et d'élevage de la volaille.

Conformément à l'accord, la commune doit apporter d'Amérique des fonds se montant à 100.000 dollars pour organiser la ferme ; elle doit disposer d'un nombre de personnes suffisant pour effectuer les travaux suivant le principe d'exploitation de la terre, établi dans le pays des Soviétiques.

### L'arrivée de la commune « Californie »

Prochainement arrive dans l'U. R. S. S. un groupe supplémentaire de 40 personnes, de la commune agricole « Californie » qui est partie le 24 mai de San-Francisco, pour se rendre par le Japon à Vladivostok.

On a mis à la disposition de la commune un terrain dans la région du Donets, sur la ligne ferroviaire de Vladivostok.

### Le nombre d'ouvriers et d'employés du département de Moscou

Dans le département de Moscou, dans 6.260 entreprises, sont occupés 476.570 ouvriers. Dans 6.988 institutions de ce département, travaillent 178.662 employés, c'est-à-dire presque deux fois et demi moins que d'ouvriers.

Parmi les ouvriers du département de Moscou, la première place est occupée par les ouvriers du textile dont le nombre est de 172.250, ensuite les métallurgistes, 64.197. Parmi les employés, le plus grand nombre appartient à Moscou, aux administrations soviétiques et dans le département, aux travailleurs de l'instruction publique.

Les ouvriers se répartissent suivant le type d'entreprises, de la façon suivante : 413.450 sont occupés dans les entreprises d'Etat, 24.298 dans les coopératives, et 38.830 dans les entreprises privées.

### L'électrification de l'économie rurale dans l'U. R. S. S.

Jusqu'à l'année 1917, l'Union des Républiques Soviétiques ne possédait que 561 stations électriques d'utilité publique, dont seulement 18 % appartenaient aux campagnes et dont la puissance était de 2,3 % de celle de toutes les stations électriques.

Au début de l'année courante, on comptait, dans l'U. R. S. S. environ 1.000 stations électriques d'utilité publique, dont 345 dans les campagnes.

Pendant les années de la Révolution, on a établi 244 stations électriques dans les campagnes, soit 70 % du nombre général des stations nouvelles, avec une puissance constituant 33 % de la puissance totale des stations électriques. La puissance moyenne d'une station électrique de campagne est de 40 kilowatts.

Quant à la répartition des stations électriques suivant les régions, la région industrielle du Centre occupe la première place. Elle possède, en effet, 175 stations, c'est-à-dire 57 % du total général.

### L'organisation des stations de la T. S. F.

La commission d'Etat pour l'élaboration du Plan Economique a ratifié le projet d'organisation des stations privées de la T. S. F. présenté par le Commissariat des Postes et Télégraphes.

Le but de ces stations est de permettre à la population d'utiliser la T. S. F. pour ses besoins économiques et culturels. L'autorisation pour l'établissement et l'exploitation des stations privées de T. S. F. ne peut être accordée que par le chef des communications de la circonscription. Le propriétaire de la station paie une somme annuelle suivant les tarifs fixés par le Commissariat des Postes et Télégraphes en accord avec le Commissariat des Finances.

Les stations privées de T. S. F. sont autorisées exclusivement pour la réception et la transmission d'informations de documentation, comme par exemple, des discours, des rapports, des cours scientifiques, bulletins météorologiques, etc.

### La nouvelle ligne aérienne dans l'U. R. S. S.

Le 15 juin, ont été établis les transferts par avions de la correspondance postale et des journaux sur la ligne Moscou-Nijni-Novgorod-Kazan. Les voyages seront effectués deux fois par semaine et, pendant la foire de Nijni, tous les jours. Sera ouverte prochainement la communication aérienne sur la ligne Kharkov-Poltava-Elisabetgrad-Odessa, et aussi celle de Kharkov-Kiev.

### La Compagnie Russe des Tabacs et le Gouvernement des Soviets

Le Comité des Concessions dément les nouvelles publiées par la « Journée Industrielle » concernant des pourparlers soi-disant en cours

entre la Compagnie Russe des Tabacs et le Gouvernement des Soviets, au sujet du retour à la Compagnie de la possession de ses biens. Le Comité des Concessions estime qu'une semblable communication constitue une tentative des anciens propriétaires pour hausser le prix de leurs actions qui sont tombées dans l'oubli. En réalité, la Compagnie des Tabacs a déposé, en novembre 1921, au Comité des Concessions, un memorandum proposant de former en Société mixte l'exploitation des entreprises ayant anciennement appartenu à la Compagnie.

La Compagnie se disait disposée à ne plus tenir compte des griefs concernant les 21 millions de livres sterling en cas de formation de cette Société. La « Journée Industrielle » a donc tort de dire que le seul obstacle à un accord c'est que le Gouvernement des Soviets estime exagérées les réclamations de la Compagnie. L'industrie soviétique des tabacs est en excellent état, elle possède d'excellentes ressources, elle n'a pas besoin de concessions aussi grandes que le désire la Compagnie des Tabacs. Cependant, les demandes de tabac russe formulées par les firmes étrangères coïncident avec les désirs du gouvernement des Soviets d'intensifier la culture du tabac. C'est pourquoi la participation des capitaux étrangers est désirable. Quelques fabriques pourront être concessionnées après accord préalable.

#### La T. S. F. sur les navires commerciaux des lacs et des fleuves de l'U. R. S. S.

Etant donnée l'importance extrêmement grande pour la vie économique du pays, des voies de communications fluviales et par lacs, il y a nécessité urgente d'installer sur les navires se rendant dans les lieux peu habités, comme les embouchures des fleuves de l'Obi, de l'Inisseï et de la Léna, des stations de la T.S.F. d'une puissance suffisante pour faire communiquer ces navires avec les stations télégraphiques de ces régions. Ce fait est surtout important pour la région des fleuves de Sibérie qui prennent leur source dans la partie méridionale du pays et, en s'approchant du Nord, coulent dans des lieux peu habités ou même tout à fait déserts : les ports y sont donc situés très loin l'un de l'autre, sans aucune communication entre eux.

Vu cette situation, le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. a décidé que tous les navires des messageries commerciales des lacs naviguant sous le pavillon de l'U.R.S.S. dans la mer d'Aral et dans les lacs d'Onéga, de Ladoga et de Baïkal, ainsi que tous les navires des messageries fluviales faisant leur parcours dans les lieux peu habités aux embouchures de l'Obi, de l'Inisseï et de la Léna, doivent être munis des appareils récepteurs et transmetteurs de télégraphie sans fil d'une puissance suffisante pour établir les communications avec les stations terrestres situées dans les régions de leur parcours.

Les travaux nécessaires pour l'établissement de ces stations doivent être effectués au cours de deux à trois ans, à dater de la décision mentionnée.

#### La conjoncture économique au mois de mai

La situation générale du commerce est étroitement liée aux perspectives de la récolte. Dans les endroits ayant souffert de la sécheresse, on remarque, dans la dernière semaine de mai et au début de juin, une certaine hausse des prix du blé.

L'incertitude de l'état de la récolte se reflète sur les échanges commerciaux, surtout sur le commerce de détail. En ce qui concerne les achats, le commerce privé a diminué considérablement ; quant à la vente, la diminution est insignifiante. Les salaires ont quelque peu augmenté.

En ce qui concerne l'industrie, les données du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale constatent, au mois de mai, un accroissement de la production du charbon, du pétrole, des métaux, des industries du coton et du lin. La production des allumettes et du caoutchouc a quelque peu diminué. L'industrie des matériaux de construction a progressé considérablement (de 23 %).

D'une façon générale, la productivité de l'industrie, au mois de mai, peut être considérée comme stationnaire. Dans la période de janvier au 1<sup>er</sup> juin, elle oscille entre 120 et 127,7 millions de roubles par mois.

Actuellement, bien que la production de la houille ait augmenté, ses stocks ont quelque peu diminué, par rapport au mois d'avril. La houille a non seulement remplacé le bois, mais tend aussi à remplacer le pétrole. Si on prend en considération d'une part le fait que la production du pétrole se développe de plus en plus, et, d'autre part, qu'il est remplacé par la houille, on voit que le problème de l'écoulement du pétrole peut, dans l'avenir le plus proche, prendre une place importante.

La vente de la production par les syndicats, les trusts et les marchés atteint, au mois de mai, 68 millions de roubles, contre 65 millions au mois d'avril. L'augmentation de 3 millions de roubles s'est obtenue grâce à la vente des produits textiles.

### L'examen des aptitudes des enfants

Le Laboratoire psychologique central de la Section de l'Instruction publique de Moscou poursuit d'intéressantes études au sujet du diagnostic de l'état psychologique et des aptitudes des enfants. En se basant sur cet examen, on peut décider dans quelle école peut être placé l'enfant et quelles méthodes d'éducation et d'instruction on peut appliquer pour développer de la meilleure façon ses aptitudes et lui donner des connaissances nécessaires pour sa vie future.

On admet dans le laboratoire, en vue d'examen, des enfants et les élèves des écoles âgés de 3 à 18 ans.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

## Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,  
120, rue Lafayette, Paris

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur